

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 19 octobre 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°232 ■

Chronique Eco

**Face aux crises :
dé-mondialisation
et souverainisme !!!!**

P 16

GAZODUC TRANSSAHARIEN

Le projet est sur la bonne voie

Le projet de gazoduc reliant le Nigeria à l'Europe via l'Algérie est sur la bonne voie. Le vice-ministre des Affaires étrangères de la République fédérale du Nigeria, Adam Yahya Lamuwa, a réitéré les engagements de son pays pour cet important projet. «Nous travaillons à concrétiser ses deux projets (gazoduc transsaharien et la route transsaharienne) en raison de l'importance qu'ils constituent pour l'Algérie et le Nigeria mais aussi pour les pays de la région», a-t-il déclaré à la presse en marge d'un entretien qu'il a regroupé avec le ministre des Affaires étrangères, M. Ahmed Attaf.. P 3



EN PARTENARIAT AVEC
UN INSTITUT VIETNAMIEN

**Saidal produira des
médicaments à base
d'herbes médicinales**



Le groupe pharmaceutique public, Saidal, poursuit son développement, en multipliant ses partenariats. Après avoir un signé des partenariats avec des laboratoires chinois et avec la Biotech russe en juillet dernier, Saidal a signé hier un protocole avec l'Institut de recherche vietnamien spécialisé dans la production de produits pharmaceutiques.

P 2

PÉTROLE

**Le Brent à près de 93
dollars**

Les cours du pétrole étaient en hausse hier mercredi, le Brent se rapprochant des 93 dollars le baril à Londres. Le baril de Brent de la mer du nord pour livraison en décembre, coté à Londres, gagnait 3,27% à 92,84 dollars. Celui de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en novembre, coté à New York, prenait 3,02% à 89,28 dollars.

P 5

LE MINISTRE DE LA
COMMUNICATION L'A ASSURÉ :
**«L'Etat algérien n'a
jamais abandonné le
peuple palestinien»**

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Laagab, a appelé mercredi à Alger, les médias arabes à ne plus offrir de tribunes aux sionistes pour justifier leurs massacres contre le peuple palestinien. Dans une déclaration à la presse, en marge d'une séance plénière au Conseil de la nation consacrée au débat de la Déclaration de politique générale du gouvernement, M. Laagab a réaffirmé la position de l'Algérie en faveur du peuple palestinien, assurant que l'Etat algérien "n'a jamais abandonné le peuple palestinien, que ce soit financièrement, politiquement, médiatiquement ou diplomatiquement".

P 16

Géant[®] ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صـح جـيـون

ALGEX

Plus de 1100 entreprises exportatrices en 2023

Un nouveau répertoire sur les entreprises exportatrices algériennes (plus de 1100 entreprises) vient d'être publié par l'Agence nationale de promotion du Commerce extérieur (Algex). « Ledit répertoire constitue une base de données exhaustive répertoriant des données d'identification de plus de 1100 entreprises exportatrices algériennes qui exercent des activités économiques dans divers secteurs d'activité », indique l'Agence dans un communiqué. Il s'agit, en effet, d'un annuaire qui regroupe un panel de renseignements pour contacter rapidement et directement une entreprise. Le répertoire met à disposition des informations sur les entreprises algériennes ayant effectué des opérations d'exportation au cours de l'année 2023 telles que la dénomination sociale de l'entreprise, le secteur dans lequel elle intervient, les produits qu'elle exporte ainsi que ses coordonnées de contact qui incluent le téléphonique, le fax, l'adresse, l'e-mail, et le site web. Il comprend également des coordonnées de contacts de représentations diplomatiques, d'institutions et d'organismes intervenant dans le secteur du commerce extérieur en Algérie, ainsi que d'autres adresses utiles, ajoute la même source. « Les principales caractéristiques de cette base de données consistent à accéder aux divers renseignements relatifs aux entreprises par des recherches multicritères : entreprise/ secteur/ produit ... Pour mieux découvrir cette nouvelle Edition, vous pouvez la télécharger via : www.algex.dz », conclut Algex.

S R.

EN PARTENARIAT AVEC UN INSTITUT VIETNAMIEN

Saidal produira des médicaments à base d'herbes médicinales

Le groupe pharmaceutique public, Saidal, poursuit son développement, en multipliant ses partenariats. Après avoir un signé des partenariats avec des laboratoires chinois et avec la Biotech russe en juillet dernier, Saidal a signé hier un protocole avec l'Institut de recherche vietnamien spécialisé dans la production de produits pharmaceutiques.

Par Slimane T.

Cet accord garantira un accompagnement de la part du partenaire vietnamien leader dans ce domaine pour le groupe algérien dans la production de médicaments à base d'herbes médicinales. L'accord a été signé en marge de la clôture de la 12 12ème session du Comité mixte algéro-vietnamien, indique le ministère de l'industrie dans un communiqué. Le ministre a exhorté tous les secteurs ministériels à mettre en œuvre sur le terrain les résultats de cette session, exprimant son optimisme

quant à l'avenir des relations économiques entre les deux pays, qui relèvent de la responsabilité du gouvernement, des opérateurs économiques et des hommes d'affaires. Pour sa part, le ministre vietnamien de la Construction a félicité les participants et les a appelés à poursuivre la communication et la coopération afin de conclure des partenariats économiques rentables pour les deux parties. Il est à noter que le groupe public dans plan de développement prévoit l'augmentation des ses parts sur le marché national et d'aller par la suite à la conquête des marchés à l'international, notamment en Afrique. Son Pdg Wassim Kouidri avait déclaré

qu'avec le nouveau plan de développement, le groupe vise l'augmentation de nos parts à 50 milliards de DA, alors qu'actuellement ne dépasse pas les 10 milliards de DA ! Il avait fait savoir que 73 nouveaux médicaments sont en cours de développement. Outre les antibiotiques, le groupe mise également sur la production bio-similaire et médicaments pour le traitement des maladies chroniques (cardiaques, l'hypertension, diabète et surtout anti-cancer). Des médicaments anticancer seront produits en full processus dès le début trimestre de 2024 avec les partenaires coréens du sud et russes.

RENCONTRE ENTRE LA CGEA ET UNE DÉLÉGATION DU BIT
Encourager la transition de l'informel vers l'économie formelle

La Confédération Générale des Entreprises Algériennes (CGEA) a rencontré, avant-hier à Alger, une délégation du Bureau International du Travail (BIT), indique la confédération dans un communiqué. Cette réunion a été une occasion de présenter la feuille de route ambitieuse pour encourager la transition des unités économiques informelles vers l'économie formelle. Cette initiative,

connue sous le nom de Projet SOLIFEM, promet de marquer une avancée majeure dans l'économie algérienne, ajoute la même source. Le Projet SOLIFEM est une initiative stratégique, rappelle-t-on, visant à favoriser la transformation des unités économiques informelles en Algérie vers des entreprises formelles. Cette transition permettra d'améliorer les conditions de travail, d'accroître la protection sociale,

de favoriser la croissance économique et d'accroître la compétitivité des entreprises algériennes sur la scène internationale. La feuille de route du Projet SOLIFEM prévoit une série d'actions concertées, notamment des programmes de sensibilisation et de formation... pour encourager la formalisation des entreprises en Algérie. « La CGEA et le BIT travailleront en étroite collaboration pour mettre en œuvre ces me-

sures au cours des prochains mois », poursuit-elle. Le Projet SOLIFEM promet d'apporter des avantages significatifs à l'Algérie, favorisant la croissance économique, la protection sociale et la prospérité de ses citoyens. « La CGEA et le BIT sont déterminés à faire de cette transition une réalité, en œuvrant ensemble pour un avenir meilleur et plus équitable pour tous », conclut-elle.

EL TARF

Formation de plus de 700 chasseurs

La conservation des forêts de la wilaya d'El Tarf a entrepris la formation de 720 chasseurs, en vue de l'obtention du certificat de qualification nécessaire à la délivrance d'un permis de chasse, a indiqué, mercredi, le responsable local du secteur, Abdelaziz Belahdj. « Les chasseurs en question

ont suivi une formation sur la nature des gibiers, les méthodes de chasse, l'utilisation des armes et des munitions et les questions d'éthique liées à sa pratique, de même qu'ils ont reçu des explications relatives aux textes juridiques et législatifs régissant l'activité », a-t-il déclaré. Une formation dans le domaine des

premiers secours, encadrée par des agents de la protection civile, a également été dispensée dans le même cadre, selon le même responsable qui a ajouté que 687 permis de chasse devraient être délivrés à l'issue de cette formation. Selon M. Belahdj, 11 zones de chasse réparties sur autant de communes ont

été délimitées pour une superficie totale de 250 hectares. Le conservateur des forêts a aussi souligné la nécessité pour les chasseurs de respecter les zones désignées, de se limiter au gibier autorisé et de s'en tenir aux dates d'ouverture et de fermeture de la chasse.

EDUCATION

Conférence nationale consacrée à l'évaluation de la rentrée scolaire

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a présidé, mardi, les travaux d'une conférence nationale consacrée à l'évaluation de la rentrée scolaire et à la présentation d'orientations visant à améliorer les performances et à assurer une bonne scolarisation tout au long de l'année scolaire, indique mercredi un

communiqué du ministère. Après avoir salué les efforts consentis dans le cadre de la rentrée scolaire 2023-2024 pour en assurer la réussite, M. Belaabed a précisé que "le mérite revient à l'engagement démontré par les personnels du secteur dans l'accomplissement des missions qui leur ont été assignées, à la lumière de la numérisation de toutes les pro-

cédures liées à la scolarité, ce qui a eu un impact positif à tous les niveaux", selon le communiqué. Cette mesure "a permis l'application de la loi tout en contribuant à la simplification des démarches administratives, garantissant ainsi un gain de temps et l'achèvement de toutes les opérations dans les délais prévus avec la

rigueur et l'intégrité requises", a estimé le ministre. A cette occasion, les directeurs de l'Education ont soumis "leurs évaluations des opérations réalisées dans leurs wilayas et leurs préoccupations", selon la même source. Le ministre a assuré que "le niveau de précision atteint en la matière n'aurait pas été possible sans la numérisation".

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmioub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

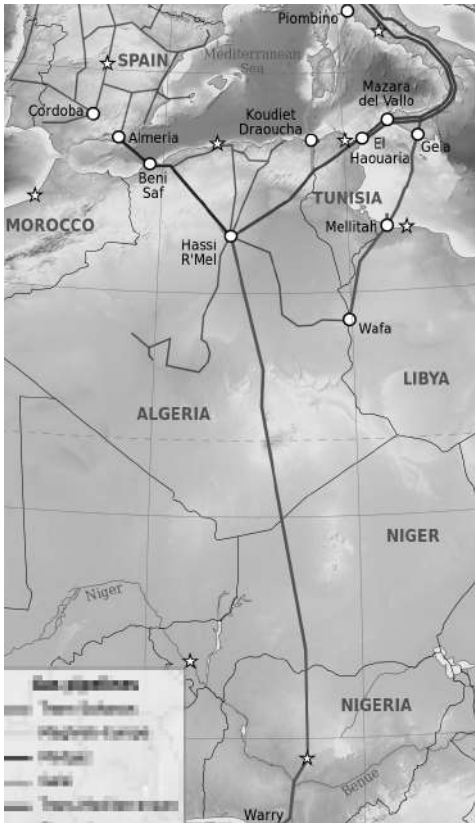
GAZODUC TRANSSAHARIEN

Le projet est sur la bonne voie

Le projet de gazoduc reliant le Nigeria à l'Europe via l'Algérie est sur la bonne voie. Le vice-ministre des Affaires étrangères de la République fédérale du Nigeria, Adam Yahya Lamuwa, a réitéré les engagements de son pays pour cet important projet.

Par Sirine R

Prenant part aux travaux la réunion ministérielle Afrique-Pays nordiques à Alger, le responsable nigérien s'est exprimé sur les projets du gazoduc transsaharien et la route transsaharienne. « Nous travaillons à concrétiser ses deux projets en raison de l'importance qu'ils constituent pour l'Algérie et le Nigeria mais aussi pour les pays de la région », a-t-il déclaré à la presse en marge d'un entretien qu'il a regroupé avec le ministre des Affaires étrangères, M. Ahmed Attaf. Il a affirmé que le projet de gazoduc transsaharien, qui est apparu en tant que projet en 2002, est le plus important parmi les programmes de coopération liant l'Algérie au Nigeria. Ce projet a été victime de plusieurs tentatives de sabotage notamment par le Maroc qui a, avec l'appui de ses alliés, tenté de dévier le tracé du gazoduc, en passant par une dizaine de pays avant d'arriver à l'Europe. Sa réalisation comme le propose ce pays, le projet perdra de sa compétitivité et de sa rentabilité. Donc, il n'y a que le tracé proposé par l'Algérie, reliant trois pays



seulement pour atteindre sa destination finale à savoir l'Europe, à savoir Lagos (Nigeria), Niamey (Niger) et Alger. C'est un projet structurant important et que l'Algérie en a réalisé 1.700 km, jusqu'à la région « Ahnat » (wilaya de Tamanrasset), au sud du pays, et qu'il en reste environ 1.000 km pour atteindre la région frontalière. Le ministre de l'Energie et des Mines, avait déclaré en septembre dernier, qu'une étude est en cours de réalisation concernant le principal gazoduc qui traversera le Niger. Cependant, la crise actuelle au Niger risquerait d'impacter et de retarder la réalisation du gazoduc Transsaharien. Donc, les deux pays l'Algérie et le Nigeria sont appelés à participer activement à la résolution du conflit dans ce pays afin d'accélérer la cadence de la réalisation de ces deux projets. En juillet 2022, les ministres de l'Energie des trois pays ont signé un mémorandum d'entente pour lancer la construction de ce pipeline, qui fait partie du programme du NEPAD et vise à établir une infrastructure régionale d'importance internationale. Une fois opérationnel, il fournira également du gaz aux pays du sahel.

DIRECTEURS DE WILAYAS DE COMMERCE

Le ministre Zitouni opère un vaste mouvement

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a effectué, hier mercredi, un vaste mouvement au sein des directeurs de wilayas de Commerce, indique le ministère dans un communiqué. En effet, cette opération a été menée après une évaluation globale des performances de différents cadres et directeurs, ajoute la même source. À travers ce mouvement, le ministre du Commerce veut donner un nouveau souffle pour le secteur, notamment en matière d'organisation du marché, lutte contre le marché informel et l'accompagnement des opérateurs aux niveaux local dans la promotion des exportations.

S.T.

CONCOURS ARABE SUR L'INTERNET DES OBJETS ET L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Une startup algérienne décroche la première place

La startup algérienne "Tarik Education Center" a décroché la première place au concours intitulé : "Défi arabe pour l'internet des objets et l'intelligence artificielle", organisé en marge du Salon international du multimédia et des technologies "Gitex Global" qui se déroule à World Trade Center de Dubaï du 16 au 20 octobre. Les résultats du concours ont été annoncés par l'Association des ingénieurs électriciens et électroniciens, division de l'administration de la technologie (IEEE TEMS), en partenariat avec l'Université de Dubaï et l'Académie

de la recherche scientifique et de la technologie et en collaboration avec Global Innovation & Entrepreneurship (GIE), avec la participation de groupes de 13 pays arabes. La startup "Tarik Education Center" a été choisie pour son projet sur la création d'une plateforme numérique "Tarik" dédiée à l'enseignement de l'intelligence artificielle et la programmation pour les enfants à travers des jeux électroniques ludiques et faciles à comprendre. Dans une déclaration à l'APS, le fondateur de la startup, Tarik Gueham a ex-

primé sa fierté de cette distinction, indiquant que sa startup a décroché la première place "au vu de l'importance de la plateforme numérique qui permet à l'enfant arabe de passer d'utilisateur et consommateur de la technologie à un enfant innovant et créatif". Téléchargeable via "Play Store", l'application permet aux enfants de 4 à 18 ans de suivre des programmes et des conseils scientifiques pour devenir créateurs et innovants. Le responsable a indiqué que ce prix "honore l'Algérie et encourage la startup à développer les domaines de la

technologie de l'internet des objets et de l'intelligence artificielle en vue de trouver des solutions et des applications innovantes afin de contribuer au développement de la formation et de la créativité auprès des enfants. Organisé pour la septième fois consécutive, ce concours a connu plus de 5000 participants et vise à mettre la lumière sur le rôle prépondérant des techniques de l'internet des objets et de l'intelligence artificielle dans la transition numérique.

R.E.

HOLCIM EL-DJAZAÏR

Exportation de plus d'un million de tonnes de produits finis

Le cimentier Holcim El-Djazaïr (auparavant Lafarge Algérie) a annoncé avoir franchi un nouveau cap dans ses exportations, en exportant plus d'un million de tonnes de produits finis à la fin du troisième trimestre de l'année 2023. L'entreprise a précisé que 40% des produits exportés cette année sont des produits finis. « Malgré un environnement de marché international du ciment hautement concurrentiel, Holcim El-Djazaïr a réalisé une performance exceptionnelle à la fin du troisième trimestre en exportant plus d'un million de tonnes de produits finis », indique le cimentier dans un communiqué, et d'ajouter : « Cela marque une transition significative de l'importance de la quantité vers la création de valeur pour l'Algérie. » Cette réalisation, qualifiée de « première

en Algérie », s'inscrit parfaitement dans la stratégie 2025 du Groupe Holcim, intitulée « Accélérer la croissance verte ». Pour y parvenir, Holcim El-Djazaïr a choisi « d'orienter ses exportations davantage vers les produits finis [Ciments] et de réduire la proportion de produits semi-finis [Clinker]. » « Cette approche vise à réduire les émissions de poussières lors des opérations de chargement, démontrant ainsi un engagement indéfectible en faveur de l'environnement », explique-t-on. « En 2023, 40% des produits exportés par l'entreprise sont des produits finis, représentant une augmentation de 300% par rapport à 2022 », révèle l'entreprise, et d'ajouter : « Cette proportion devrait continuer à augmenter, visant plus de 60% d'ici 2024. » « Pour atteindre cet objectif ambitieux, l'entreprise intensifiera

son programme d'investissement au cours des prochains mois », lit-on dans le communiqué. Les principaux investissements comprennent : « L'acquisition d'une nouvelle flotte de camions performants pour faciliter le transport de ses produits » ; « La construction de nouveaux silos de ciment dédiés à l'exportation à l'usine d'Ogaaz (à Mascara, ndlr) ; « Un investissement dans des halls de stockage de ciment blanc pour traiter des navires de plus grande taille dans les ports d'Oran, Mostaganem et Arzew, afin de mieux desservir les clients. » Holcim El-Djazaïr reconnaît également « l'importance de rester compétitif sur le marché européen après 2026, suite à l'instauration récente d'une taxe carbone sur certains produits d'importation. » « Il est nécessaire d'accélérer au plus tôt

notre transition vers une économie décarbonée. Cela implique de réduire nos émissions de CO2 dans la fabrication et le transport des produits exportés, afin de répondre aux exigences de la taxation carbone progressive de l'Europe », explique Holcim El-Djazaïr. « Il est essentiel de prendre en compte ces enjeux et de s'engager activement dans la décarbonation de nos industries et de nos exportations. Cela peut être réalisé en adoptant des pratiques plus durables, en investissant dans des solutions à faible émission de carbone, ainsi qu'en favorisant le remplacement des transports routiers par des transports ferroviaires. Cette mesure écologique vise à réduire les émissions de CO2 et à minimiser les risques d'accidents », conclut le cimentier.

REKHROUKH REÇOIT LA DG DE L'AGENCE DU DÉVELOPPEMENT DE L'UNION AFRICAINE

Les moyens de renforcer la coopération examinés

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhoukh a reçu, mardi à Alger, la directrice générale de l'Agence du développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), Mme Nardos Bekele Thomas, avec laquelle il a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le secteur, indique un communiqué du ministère.

La rencontre avec Mme Thomas qui participe à la 20e session de la Réunion des ministres des Affaires étrangères Afrique-Pays nordiques abritée à Alger, a été l'occasion de passer en revue les voies et moyens de renforcer la coopération commune dans le domaine des travaux publics et des infrastructures de base, selon le communiqué.

Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, la directrice générale de l'AUDA a salué « le rôle prépondérant de l'Algérie et son soutien au renforcement et au développement des infrastructures des pays du continent à travers ses engagements constructifs en matière d'infrastructures ». Pour sa part, le ministre des Travaux publics a passé en revue les réalisations de l'Algérie en matière de développement des infrastructures notamment les projets ferroviaires et ce en parallèle à la concrétisation de projets routiers, note le communiqué. M. Rekhoukh a mis en avant l'expertise acquise par l'Algérie dans le domaine des infrastructures « et sa disposition à contribuer à trouver des mécanismes efficaces en la matière pour réaliser le principe de complémentarité économique dans le cadre de la Zone de libre échange africaine (ZLECAf).

Ainsi, M. Rekhoukh a rappelé « les efforts de l'Algérie et son rôle dans la concrétisation de l'intégration et de la complémentarité économiques régionales à travers la réalisation des projets structurants à dimension continentale tels que la réalisation du projet de la route transsaharienne et celle reliant l'Algérie et la Mauritanie en vue d'encourager et de hisser le volume des échanges commerciaux interafricains », conclut la même source.

Par R E.

FORÊTS

Nouvelle approche pour la réhabilitation et l'extension du barrage vert

La Direction générale des forêts (DGF) a ouvert la voie aux jeunes pour contribuer au projet de réhabilitation, d'extension et de développement du barrage vert, dans le cadre d'une "nouvelle approche" adoptée, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à associer et à recruter les jeunes de wilayas que traverse le barrage vert, dans des opérations de reboisement, a indiqué à l'APS la Sous-directrice chargée du barrage vert et des zones steppiques et sahraouies à la DGF, Ratiba Arbadi.

Par R E.

Dans le cadre de cette approche concernant la période 2023-2030, la DGF compte associer l'ensemble des acteurs, y compris les jeunes et les start-ups, en tant que principal moteur d'innovation et de développement durable, afin de contribuer à la réussite de ce programme à tous les niveaux", indiquant que la direction avait pris plusieurs mesures concrètes à cet effet, précise la responsable. Le président de la République avait souligné, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, l'importance d'associer les start-ups et les jeunes compétences aux différents domaines agricoles, au vu de leurs idées créatives, notamment au regard des potentialités naturelles et de tous les atouts, et veiller à la diversification du patrimoine forestier, en implantant des arbres productifs, exploitables et destinés à la consommation. Afin d'associer les jeunes et les start-ups à la réalisation de ce plan, à l'instar de la contribution aux opérations de plantation, d'entretien et de gardiennage, Mme Arbadi a fait savoir que le Groupe génie rural (GGR), chargé de la réalisation du projet de réhabilitation, d'extension et de développement du barrage vert, et le Bureau national d'études pour le développement rural (BNEDER), auquel est confiée la mission de numérisation du projet, ont été instruits à l'effet de collaborer avec les start-up et de recruter parmi les populations locales, notamment les jeunes. Concernant la diversification du patrimoine forestier et la plantation d'ar-

bres fruitiers exploitables et consommables, la responsable a fait état de la plantation d'espèces d'arbres à valeur économique tels le pistachier, l'olivier et le caroubier qui sont bénéfiques notamment pour les jeunes en vue de réaliser leurs propres projets. Pour Mme Arbadi, des opérations de reboisement sont en cours, tels que la plantation d'arbres fruitiers au profit des agriculteurs et de la population locale, ajoutant qu'il sera question aussi de l'introduction de certaines nouvelles espèces pour la plantation pastorale, à même d'augmenter les unités pastorales des éleveurs. Ces mesures visent à densifier le couvert végétal, augmenter la production nationale de ces produits et améliorer les revenus des paysans, outre la création de l'emploi. Dans le cadre des orientations visant la numérisation du secteur agricole, le projet de réhabilitation, de développement et d'extension du barrage vert est en cours de numérisation, en sus de la mise en place du plan d'observation et de contrôle qui permettra, à travers une plateforme numérique qui entrera en vigueur à partir de 2024, le suivi instantané et permanent des phases de réalisation des programmes, en sus d'autres avantages, a fait savoir la responsable à la DGF. Présentant la Déclaration de politique générale du Gouvernement, mardi devant les membres du Conseil de la nation, le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane avait estimé que le projet du barrage vert était "de grande envergure", soulignant «la nouvelle approche économique adoptée dans le cadre de sa réhabilitation pour la

période 2023-2030, qui consiste à inclure les zones concernées par la lutte contre le phénomène de désertification et à relancer la dynamique du développement socioéconomique dans les régions rurales». Dans ce cadre, le Premier ministre a indiqué qu'«il sera procédé à la mise en œuvre de différentes opérations du programme via l'établissement de nombreux projets de développement qui concernent chaque région concernée par le passage du barrage, et ce à travers la réhabilitation des espaces forestiers, le traitement des dunes de sable, la plantation de ceintures vertes et l'élargissement des terres agricoles pastorales». Concernant le bilan d'exploitation des produits et espaces forestiers, le Premier ministre a évoqué le rôle des forêts dans le développement socioéconomique et a fait état de l'enregistrement en 2022 de 5.785 bénéficiaires de location d'espaces forestiers sur une superficie de 14.960 hectares, outre l'exploitation de 142.978 m3 de bois, de 28.590 quintaux de liège, de 26.616 quintaux de plantes aromatiques et médicinales. Ces activités contribuent, selon le ministre, à la création d'environ 10.000 emplois permanents. «Le Gouvernement continue d'incorporer la richesse forestière parmi les éléments de développement durable dans le pays», a-t-il soutenu, ajoutant que «les objectifs tracés pour le développement des forêts sur le moyen terme comprennent la modernisation du mode de gestion de cette richesse afin de faire face aux défis environnementaux et socioéconomiques actuels, notamment en mettant en place des plans intégrés des forêts».

COP28

L'UE en quête d'une position commune, la fin des fossiles en débat

Les ministres européens de l'Environnement, réunis à Luxembourg, cherchent lundi à s'accorder sur la position commune de l'UE pour la COP28 sur le climat, sur fond de divergences sur la place des technologies de capture du carbone dans l'objectif d'élimination des énergies fossiles.

Ce mandat de négociation, qui devra être adopté à l'unanimité, sera défendu au nom des Vingt-Sept à Dubaï du 30 novembre au 12 décembre, par le nouveau commissaire européen au Climat, le Néerlandais Wopke Hoekstra. Bruxelles entend soutenir un triplement du taux mondial de déploiement d'énergies renouvelables d'ici 2030 et un doublement de l'efficacité énergétique à même échéance, en ligne avec la feuille de route du président de la COP28.

Les Européens, dans des conclusions adoptées fin mars, s'étaient également fixé pour perspective de défendre l'élimination "bien avant 2050" des combustibles fossiles "unabated" -c'est-à-dire non adossés à des dispositifs de captage ou de stockage du carbone. La question fera partie des sujets-clés âprement discutés à Dubaï, et la formulation du mandat européen suscite déjà de vifs débats parmi les Vingt-Sept. A l'unisson des ONG,

une partie des pays souhaitent retirer l'adjectif "unabated" ou l'assortir de strictes restrictions sur l'usage des technologies de capture du carbone -pour éviter qu'elles ne servent de prétexte pour continuer à brûler des énergies fossiles.

"Pas d'alternative"

"Les émissions sont extrêmement difficiles à réduire pour certains secteurs, ces technologies font nécessairement partie de la solution", a ainsi plaidé Wopke Hoekstra à son arrivée au Luxembourg pour la réunion, tout en soulignant "qu'il n'y a pas d'échappatoire à la nécessité de réduire les émissions partout". La Suède ou les Pays-Bas ont en revanche exprimé leur vive réticence à maintenir l'adjectif controversé.

"Ces technologies sont intéressantes, mais elles ne peuvent seules prendre en charge l'essentiel des émissions: il faut les réserver (aux secteurs) qu'on ne sait pas décarboner autrement, mais ne pas leur assigner un rôle qu'elles seraient incapables de tenir", a averti de son côté lundi la ministre française de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Ruñacher. "L'enjeu est d'avoir un mandat où

l'on a une position forte en entrée de négociations pour obtenir des éléments concrets pour baisser les émissions, sur le secteur pétrolier, le charbon, les financements", a-t-elle insisté. Même position de son homologue autrichienne Leonore Gewessler, lundi avant la réunion: "nous aurons besoin de ces technologies dans les secteurs où les émissions dans la production sont inévitables, comme le ciment (...). Mais il n'y a pas d'alternative à l'abandon progressif des fossiles, cela doit être dit clairement".

Pour l'Espagnole Teresa Ribera, ces technologies, "cantonnées à certains secteurs", pourraient cependant être un moyen de continuer "à garantir une énergie sûre et abordable disponible pour tous", a-t-elle déclaré lundi. Dans tous les cas, obtenir un engagement mondial sur l'élimination des combustibles fossiles à la COP28 "sera extrêmement difficile", a observé Wopke Hoekstra. "C'est une équation à plus de 190 entités, mais il n'y a pas d'autre choix".

Autre sujet de débat: les Européens doivent-ils maintenir à Dubaï leur objectif d'une réduction de 55% des émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'ici 2030 par rapport à 1990, ou défendre la baisse de 57% qu'ils de-

vraient de facto atteindre compte tenu des politiques déjà adoptées?

"57%, ce serait une excellente annonce à la COP, nous démontrerions clairement que l'Europe est un leader" sur le climat, a estimé lundi le vice-président de la Commission, Maros Sefcovic.

"Cela ne devrait pas prêter à controverse. Si on additionne les mesures prises, on arrive à l'estimation d'une baisse d'environ 57%. Il ne s'agit pas de rouvrir le texte législatif, c'est la simple conclusion factuelle de ce qui va arriver", constate Teresa Ribera.

Les Vingt-Sept débattent aussi d'un possible calendrier pour la fin des subventions aux carburants fossile dans le monde, également objet de positions divergentes.

"Nous voulons la fin des subventions nocives à l'environnement. Nous travaillerons dur pour décrocher une date-butoir", a insisté la secrétaire d'Etat allemande au Climat Jennifer Morgan.

Enfin, les Européens évoqueront le fonds "pertes et dommages", créé à la COP27 et destiné à aider les pays les plus pauvres: la COP28 s'efforcera de parvenir à un accord son fonctionnement et son financement.

Agence

PÉTROLE

Le Brent à près de 93 dollars

Les cours du pétrole étaient en hausse hier mercredi, le Brent se rapprochant des 93 dollars le baril à Londres. Le baril de Brent de la mer du nord pour livraison en décembre, coté à Londres, gagnait 3,27% à 92,84 dollars. Celui de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en novembre, coté à New York, prenait 3,02% à 89,28 dollars.

Synthèse S R.

« Les prix du pétrole Brent sont de nouveau en hausse ce mercredi, touchant leur plus haut niveau depuis le début de la crise », provoquée par l'agression sioniste contre Ghaza, précisent des analystes. La frappe «la nuit dernière dans un hôpital de Gaza a fait monter les enjeux du conflit» et augmente le risque que «d'autres pays de la région, comme l'Iran, se retrouvent impliqués», ajoute-t-il. «Ce scénario affecterait presque certainement l'offre mondiale de pétrole

et pourrait faire monter le prix du baril à des niveaux supérieurs à la barre des cent dollars» poursuit M. Evangelista. Des pays de la région comme l'Arabie saoudite font en effet partie des principaux pays producteurs et exportateurs de pétrole au monde. Les investisseurs attendent également la publication de l'état des stocks hebdomadaires commerciaux américains par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) pour la semaine achevée le 13 octobre. La fédération des professionnels du secteur, l'American Petroleum Institute (API), a estimé mardi que les

stocks de brut avaient fondu d'environ 4,383 millions de barils la semaine dernière, et ceux d'essence de 1,578 million de barils. Le pétrole bénéficiait également de cette baisse des stocks de brut estimée par l'API, « bien plus importante que la prévision », relèvent les analystes. Les données de l'API sont réputées toutefois moins fiables que celles de l'EIA. Les analystes tablent pour leur part sur une baisse de 550.000 barils des réserves commerciales de brut, et de 100.000 barils d'essence, selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg.

NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE

La Chine promet plus de 100 milliards \$ de nouveaux financements

Le président chinois souligne que les infrastructures physiques et numériques déjà construites dans le cadre de l'initiative lancée en 2013 ont stimulé les flux de marchandises, de capitaux, de technologies et de ressources humaines entre les pays concernés. Le président chinois Xi Jinping (photo) a promis, ce mercredi 18 octobre, plus de 100 milliards de dollars de nouveaux financements aux pays en développement dans le cadre de l'Initiative des Nouvelles routes de la soie (Belt and Road Initiative/BRI). « La Banque chinoise de développement (CDB) et la Banque

chinoise d'import-export (China Eximbank) créeront chacune un nouveau guichet de financement d'une valeur de 350 milliards de yuans (47,9 milliards de dollars). Un montant supplémentaire de 80 milliards de yuans (11 milliards de dollars) sera injecté dans le Fonds de la Route de la Soie (Silk Road Fund). Ensemble, ces financements soutiendront des projets dans les économies en développement », a-t-il déclaré dans un discours prononcé lors du forum des Nouvelles routes de la soie, qui s'est ouvert lundi à Pékin en présence de représentants de 130 pays. « Au cours de la dernière dé-

cennie, nous nous sommes efforcés de construire un réseau mondial de connectivité composé de corridors économiques, de voies de transport internationales et d'autoroutes de l'information, ainsi que de chemins de fer, de routes, d'aéroports, de ports, de pipelines et de réseaux électriques. Couvrant la terre, l'océan, le ciel et l'internet, ce réseau a stimulé les flux de marchandises, de capitaux, de technologies et de ressources humaines entre les pays concernés », a ajouté le dirigeant chinois. L'initiative des Nouvelles routes de la soie vise à améliorer les liaisons commerciales entre l'Asie, l'Europe, l'Afrique,

et même au-delà, par la construction de ports, de voies ferrées, d'aéroports ou de parcs industriels. Ces infrastructures doivent permettre à la Chine d'accéder à davantage de marchés et d'ouvrir de nouveaux débouchés pour ses entreprises. Les engagements cumulés de la Chine dans le cadre de l'initiative des Nouvelles routes de la soie ont atteint 1014 milliards de dollars depuis le lancement en 2013, selon un rapport publié en août dernier par The Green Finance & Development Center (GFDC), un think tank rattaché à l'Université chinoise de Fudan. Agence

AFRIQUE

La consommation de pétrole augmente de 80% d'ici 20 ans

L'Afrique va connaître une augmentation de 80% de sa consommation de pétrole d'ici 20 ans (2045), a affirmé Haitham al-Ghais, secrétaire général de l'Opep. Le continent devrait être traité plus équitablement concernant les problèmes climatiques, a-t-il ajouté. Certains pays africains pourront heureusement se reposer sur la richesse de leur sous-sol pour répondre à la demande intérieure. Le continent est en effet devenu un acteur majeur des secteurs gazier et pétrolier ces dernières années. « L'Afrique est sur le point de connaître une renaissance énergétique. Le continent possède environ 13% des réserves mondiales de gaz naturel et 7% du pétrole, mais a la plus faible consommation d'énergie par habitant au monde. Utiliser les ressources naturelles de l'Afrique, telles que le pétrole et le gaz, contribuera à garantir la disponibilité de l'énergie et à réduire la

pauvreté énergétique», a assuré Haitham al-Ghais. L'Afrique doit en outre être traitée de manière juste lorsque sont abordées les problématiques climatiques mondiales, a expliqué le secrétaire général de l'Opep. Le continent représente en effet une part infime des émissions de gaz à effet de serre, en comparaison des puissances occidentales. « Dans un monde où l'aéroport de Londres Heathrow consomme à lui seul plus d'énergie que l'ensemble de la Sierra Leone, où les deux tiers des écoles primaires d'Afrique subsaharienne n'ont pas accès à l'électricité, le même critère environnemental ne devrait pas être utilisé pour comparer des régions à des stades de développement complètement différents », a ainsi affirmé Haitham al-Ghais. L'Afrique doit pouvoir compter sur le soutien de la communauté internationale pour répondre à ses besoins énergétiques, a encore souligné le responsa-

ble. Certains observateurs se sont déjà inquiétés de l'effet que pouvaient avoir les discours environnementaux sur les économies africaines. La révolution écologique pourrait en effet créer une révolution de la désindustrialisation, y compris en Afrique, ce qui relève d'une certaine forme de néocolonialisme, expliquait ainsi récemment à Sputnik le géophysicien et géopolitologue Bertrand Scholler. L'Occident a également tendance à utiliser certains pays d'Afrique comme des cpbayes pour de nouvelles politiques énergétiques, avait dénoncé en mai dernier Princy Mthombeni, présidente d'Africa4Nuclear. Les Européens poussent notamment l'Afrique du Sud à sortir du charbon, énergie vitale pour le pays, ... tout en continuant eux-mêmes à acheter du charbon sud-africain pour contourner le gaz russe, soulignait la spécialiste. R E/Agence.

CONSEIL DE LA NATION

Poursuite du débat sur la Déclaration de politique générale du gouvernement

Les membres du Conseil de la nation poursuivent, mercredi, le débat de la Déclaration de politique générale du gouvernement (DPGG), présentée mardi par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderahmane. Les membres du Conseil de la nation poursuivent le débat de la Déclaration de politique générale du gouvernement, en séance plénière présidée par le président de la chambre haute du Parlement, M. Salah Goudjil, en présence du Premier ministre, M. Aïmene Benabderahmane, et des membres du gouvernement. Lors de la présentation de la DPGG, le Premier ministre avait souligné l'engagement du gouvernement à préserver le caractère social de l'Etat et à prendre en charge les catégories vulnérables pour réaliser la justice sociale.

GHARDAIA

Une superficie de plus de 1640 ha réservée à la céréaliculture

Une superficie globale de mille six cent quarante-sept hectares « sous pivots » a été réservée à la céréaliculture, à travers les différentes localités de la wilaya de Ghardaia, au titre de la nouvelle campagne labours-semailles de la saison agricole 2023-2024, a-t-on appris mercredi de la direction locale des services agricoles (DSA). Une surface de 1387 ha irriguée sous pivots sera ensemencée en blé dur et 260 ha en orge au niveau des exploitations agricoles situées dans les régions de Metlili, Seb Seb, Mansoura, riche en potentialité hydrique au sud de la wilaya de Ghardaia ainsi que les régions de Berriane et Guerrara, a révélé à l'APS Khaled Djebrit ingénieur en chef chargé des statistiques à la DSA. Cette superficie emblavée en céréaliculture est relativement supérieure à celle de la saison dernière qui avait été de 1350 ha, a-t-il fait savoir. Pour assurer un bon déroulement de cette campagne d'emblavement céréalière, les responsables de l'agriculture de la wilaya de Ghardaia œuvrent à la réussite de cette campagne en garantissant la disponibilité d'une semence sélectionnée et certifiée ainsi qu'une quantité suffisante d'intrants agricoles destinés à la fertilisation des sols en plus de la mobilisation de matériels agricoles nécessaire, a souligné M. Djebrit. Pour garantir une meilleure saison agricole, la DSA a installé une commission chargée du suivi les différentes étapes de cette campagne et des sorties sur le terrain de vulgarisation des techniques de labours et semilles. Pour rappel, la wilaya de Ghardaia a engrangé durant la saison écoulée 2022/2023 plus de 42000 qx de céréales.

BECHAR

Inauguration
d'un complexe
sportif, don de
l'Arabie
Saoudite

Dans une allocution prononcée, à l'occasion de la cérémonie d'inauguration de cette nouvelle infrastructure sportive dénommée "Complexe sportif Emir Nayef Ben Abdelaziz", le wali de Bechar Mohamed Saïd Benkamou, a mis en avant les relations privilégiées et les solides liens d'amitiés entre les deux Etats et deux peuples frères.

Cette infrastructure sportive qui comprend un terrain de football, avec des gradins d'une capacité d'accueil de 1.000 places, ainsi que d'une piste d'athlétisme de huit (8) couloirs, est également équipée d'une piscine, d'un terrain combiné, le tout répondant aux normes internationales en la matière, selon les explications fournies par des responsables techniques de l'entreprise réalisatrice. "En réceptionnant cette nouvelle infrastructure sportive, qui renforcera certainement les activités sportives dans notre wilaya, nous tenons à remercier énormément l'Etat et le peuple saoudiens, pour ce noble geste", a déclaré le chef de l'exécutif local. Intervenant, à cette occasion, l'ambassadeur du royaume d'Arabie saoudite en Algérie, Dr Abdellah Ben Nasser Al Boussairi a tenu à souligner la profondeur des relations historiques entre l'Algérie et son pays et la volonté des dirigeants de deux pays à les renforcer davantage.

Cette nouvelle infrastructure sportive est "une symbolique très importante de l'amitié qui lie nos deux Etats et nos peuples et nous allons continuer sur cette ligne, en apportant notre soutien au projet d'extension de l'hôpital +Tourbai Boudjemaa+ de Bechar", a-t-il poursuivi.

Ce projet d'extension de cette structure de santé de 240 lits, qui constitue aussi un don saoudien, affiche actuellement un taux d'avancement de travaux de l'ordre de 95%, a fait savoir le wali de Bechar, lors d'une déclaration à la presse en marge de la cérémonie inaugurale.

Le complexe sportif, localisé au sud de la commune de Bechar, s'étend sur une superficie de 55.000 m2, et est doté aussi de deux (2) terrains de tennis, de six (6) salles de sports dont une polyvalente, en plus de dix-huit (18) bureaux administratifs et autres servitudes nécessaires à son fonctionnement.

Cette infrastructure est aussi équipée d'une mosquée d'une capacité d'accueil de 600 fidèles dont un espace dédié aux femmes, ainsi que quatre (4) parkings pouvant accueillir un total de 300 véhicules, ont fait savoir les mêmes responsables techniques, lors de la présentation du projet.

Le nouveau complexe sportif de Bechar sera prochainement mis en service au profit des associations sportives de la région, selon des responsables locaux du secteur de la jeunesse et du sport.

TIZI-OUZOU

L'économie de l'eau, une priorité pour
les agriculteurs

L'économie de l'eau et l'utilisation rationnelle de cette ressource vitale est l'une des principales préoccupations des agriculteurs de la wilaya de Tizi-Ouzou qui sont de plus en plus nombreux à recourir aux systèmes économiseurs d'eau, a-t-on appris, lundi, des concernés.

Rencontrés à la Maison de la culture Mouloud-Mammeri, à l'occasion d'une exposition des produits agricoles organisée par la direction locale des services agricoles, à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation (16 octobre) placée cette année sous le slogan "L'eau c'est la vie, l'eau nous nourrit", des producteurs et responsables du secteur ont affirmé qu'ils utilisent les systèmes économiseurs d'eau pour irriguer leurs cultures.

C'est le cas d'arboriculteurs et autres maraîchers et femmes rurales, rencontrés sur place et qui utilisent le système d'arrosage goutte à goutte, notamment, et qui ont insisté sur l'importance d'économiser l'eau pour préserver la ressource hydrique.

Ils ont toutefois déploré "le comportement de certains qui arrosent les trottoirs chaque matin, gaspillant de précieuses quantités d'eau potable, appelant à l'instauration effective de la police de l'eau".

De son côté, le directeur local des ser-

vices agricoles (DSA), Djamel Sersoub, a souligné que l'exposition organisée par sa direction, en collaboration avec d'autres partenaires du secteur, vise à sensibiliser la société et particulièrement les agriculteurs sur l'importance de l'économie de l'eau.

Rappelant les aléas des changements climatiques, dont le déficit hydrique, et leur impact sur le secteur agricole, il a insisté sur l'importance d'adapter le calendrier agricole à cette situation et d'utiliser les systèmes économiseurs d'eau, comme le goutte-à-goutte ou l'aspersion, dans l'irrigation.

Il a appelé à l'intensification et à la conjugaison des efforts pour préserver la ressource hydrique et par ricochet assurer la sécurité alimentaire du pays.

Il a ajouté que sa direction est en contact permanent avec les producteurs agricoles pour les sensibiliser sur l'importance d'utiliser les systèmes économiseurs d'eau pour l'irrigation, relevant la "la grande adhésion" de ces derniers à cette démarche.

De son côté, le directeur de la Caisse ré-

gionale de la mutualité agricole (CRMA), Madjid Hamdad, a souligné que "le déficit hydrique enregistré ces dernières années nous oblige à revoir notre politique agricole pour que l'agriculteur puisse réussir son investissement et maintenir son activité et économiser l'eau".

A propos de la rationalisation de l'utilisation de l'eau, il a cité le cas d'un agriculteur de la région des Ouadhias qui a mis en place un système goutte à goutte à base d'un tuyau d'irrigation et des cotons tiges pour irriguer son verger (maraîchage), bien qu'il dispose d'un puits, son souci étant d'économiser la ressource hydrique, a souligné M. Hamdad. L'exposition-vente des produits agricoles a regroupé plus de 80 producteurs, dont des apiculteurs, arboriculteurs, cunicultures, transformateurs de produits agricoles, producteurs de semences et maraîchers, notamment.

AÏN TEMOUCHENT

L'irrigation intelligente des terres agricoles
recommandée

Les spécialistes dans le domaine agricole ont insisté, lundi à Aïn Temouchent, sur l'importance de l'usage des techniques d'irrigation intelligentes afin de rationaliser l'utilisation des ressources en eau et augmenter la production agricole. Le directeur de l'Ecole supérieure de l'agriculture de Mostaganem, Kaddour Boudroua, a indiqué dans son intervention, lors de cette Journée mondiale de l'alimentation, organisée à l'Université « Belhadj Bouchaïb » à Aïn Temouchent, que « l'utilisation des techniques d'irrigation intelli-

gentes permet de définir avec exactitude les quantités nécessaires pour l'irrigation des céréales et d'offrir le cadre approprié pour son évolution de manière ordinaire et aide également à augmenter le rendement ». « Une équipe de recherche de l'Université de Batna a réussi à délimiter les besoins réels du sol en eau et c'est très important, car il lui offre les quantités nécessaires de façon rationnelle à l'aide de « Irrinov », une application numérique d'outils d'irrigation intelligents », a affirmé Dr Boudroua.

Pour sa part, le secrétaire général

de la chambre de l'agriculture de la wilaya de Aïn Temouchent, Omar Boukraa, a souligné que l'irrigation d'appoint s'impose plus que jamais pour atteindre les objectifs escomptés de la saison agricole, notamment ces dernières années, qui ont enregistré une baisse sensible en pluviométrie, relevant que des sorties de sensibilisation ont été effectuées au profit des agriculteurs pour les inciter à l'utilisation des techniques modernes en matière d'irrigation. La cérémonie célébrant la Journée mondiale de l'alimentation, coïncidant avec le 16 octo-

bre de chaque année, présidée par le wali de Aïn Temouchent, M'hamed Moumen, a été marquée par la tenue d'une exposition des produits agricoles, dédiant toute une aile à la Banque de l'agriculture et du développement rural pour faire connaître les différents services offerts, notamment en ce qui concerne le crédit « Rfig » et « Ettahadi ». A l'occasion de cet événement, des investisseurs locaux, exerçant dans nombre de filières agricoles ont été honorés, à l'instar des producteurs de lait et d'huile d'olive.

OUARGLA

Exercice de simulation d'intervention
en cas d'inondation

Initiée au titre de l'évaluation de la préparation du plan d'organisation des secours (ORSEC-2023) et de prévention des catastrophes naturelles, la manœuvre, menée au niveau de la zone des équipements publics de Ouargla par les équipes de la protection civile (PC), avec le concours des secteurs et organismes concernés, simule l'intervention dans des inondations en mettant en œuvre des modules d'intervention, mobilisation des moyens humains et matériels pour évacuation des victimes, a expliqué le DPC, le lieutenant-colonel Nadir Belâakroum.

Cette manœuvre portent la mise en œuvre de trois scénarios, dont le premier consiste en l'intervention en cas d'effondrement des habitations inondables et le sauvetage des victimes sous les décombres, le second afférent au sauvetage des personnes encerclées par les eaux en furie encerclant le site, et le troisième porte sur le repêchage par des plongeurs, appuyés par l'équipe cynotechnique, des noyades au niveau du lac de Hassi-Benabdallah.

L'exercice virtuel s'assigne comme objectif l'évaluation de la coordination entre les différents modules mis en place dans le cadre

du plan ORSEC et des moyens humains et matériels mobilisés après l'alerte d'urgence, en sus de la prise des mesures préventives en cas de catastrophes naturelles, a expliqué le même responsable.

De son coté le wali de Ouargla, Mustapha Aghamir, a indiqué que cette manœuvre est susceptible d'évaluer les moyens humains et matériels de la wilaya pour faire face à d'éventuelles catastrophes naturelles, préparer le plan de secours et faire le point sur les carences pour épargner de tels risques dans cette région aux importantes palmeraies, zones agricoles et plans d'eau.

L'humanoïde, nouvelle frontière des robots pour entreprises

ROBOTIQUE // Tesla et une poignée de start-up américaines ont dévoilé des robots humanoïdes destinés à la logistique et à la manutention. Les premiers doivent arriver sur le marché d'ici à 2025.

Benoît Georges

Une usine où des robots humanoïdes travailleront pour aider à construire... d'autres robots humanoïdes. C'est le projet dévoilé le mois dernier par la start-up américaine Agility Robotics.

En cours de construction à Salem (Oregon), entre Seattle et San Francisco, le bâtiment, appelé « Robo-fab », doit ouvrir ses portes en fin d'année, et fabriquera ses premiers robots courant 2024. A terme, le site devrait produire 10.000 humanoïdes par an et employer plus de 500 humains... mais aussi des robots, au départ pour charger, décharger et déplacer des caisses. « Nous pensons que l'usine tournera à plein régime à l'horizon 2026 ou 2027. Mais nous commençons déjà à déployer des robots chez nos clients », explique aux « Echos » Jonathan Hurst, co-fondateur et chief robot officer d'Agility Robotics. L'entreprise, qui a levé 150 millions de dollars l'an dernier, vise en priorité le marché de la logistique – elle compte d'ailleurs Amazon parmi ses investisseurs. Son robot, Digit, n'a pourtant rien à voir avec les chariots autonomes, les armoires roulantes et les bras mécaniques qui peuplent aujourd'hui entrepôts et usines.

Digit mesure 1,75 m, pèse 65 kg et peut déplacer jusqu'à 16 kg de charge. S'il possède deux bras et deux jambes, il ne cherche pas à imiter un humain : sa tête est un petit pavé de plastique blanc muni de diodes pour figurer des yeux, et ses jambes ressemblent à celles d'une autruche, avec leurs articulations inversées.

« Un moment charnière »

Pendant des décennies, les robots humanoïdes sont restés cantonnés aux laboratoires de recherche, ou bien servaient à montrer l'excellence technologique de leurs constructeurs, à l'image d'Asimo, du japonais Honda au début des années 2000, ou plus récemment d'Atlas, de l'américain Boston Dynamics. Mais on ne les croisait jamais dans l'univers des entreprises, où l'automatisation était confiée à des machines plus puissantes et très spécialisées. « Nous sommes à un moment charnière dans l'histoire de la robotique et de l'histoire tout court », estime Jonathan Hurst. « Aujourd'hui, des robots comme Digit et quelques autres commencent à être capables d'accomplir des tâches dans les mêmes infrastructures que les humains, et de coexister avec eux. »

Car Digit n'est pas un cas isolé. Si Elon Musk a, comme à son habitude, fait le buzz avec le prototype du robot Optimus de Tesla, dévoilé l'an dernier, une poignée de start-up américaines se sont déjà lancées dans la course aux humanoïdes. C'est le cas de Sanctuary AI, de Figure AI ou encore d'Apptronik, qui a présenté en août dernier son humanoïde Apollo, aux caractéristiques très proches de Digit – 1,75 m, 75 kg et 25 kg de charge utile. « Le monde est fait pour les humains, et c'est pourquoi nous pensons que la forme humanoïde va s'imposer », indique aux « Echos » Jeff Cardenas, PDG d'Apptronik, qui fait le parallèle avec



le PC dans les années 1980. « Au début de l'informatique, il y avait des ordinateurs très lourds et centralisés. L'apparition du PC a été un tournant décisif, avec des machines plus légères et plus polyvalentes. »

Un robot au prix d'une auto

Le parallèle avec l'ordinateur personnel concerne aussi le prix : les futurs robots humanoïdes seront beaucoup moins chers que les modèles actuels, réservés à la recherche. « Jusqu'à récemment, nous vendions nos robots à des laboratoires, pour un tarif de l'ordre de 250.000 dollars, explique Jonathan Hurst. Lorsque Digit sera produit en grande quantité, son prix baissera considérablement, d'autant qu'il ne comporte aucun élément particulièrement coûteux. Il devrait être équivalent à celui d'une voiture. » Jeff Cardenas, le patron d'Apptronik, se donne, lui, pour objectif de descendre « en dessous de 50.000 dollars ». Quant à Elon Musk, il a évoqué l'an dernier pour Optimus un tarif encore plus bas : 20.000 dollars. Pourquoi une telle effervescence ? Pionnier des humanoïdes, Abderrahmane Kheddar, directeur de recherche au CNRS et ancien responsable du laboratoire francojaponais Joint Robotics Lab, fait remonter ce regain d'intérêt à l'accident nucléaire de Fukushima, en 2011. « Cela a fait prendre conscience que, malgré toute la recherche académique, il n'y avait presque pas de robots capables d'intervenir et de remplacer les humains en cas de catastrophe », rappelle-t-il. L'année suivante, la Darpa, agence de recherche avancée du Pentagone, a lancé un défi international sur le sujet. Pendant trois ans, les robots d'une vingtaine d'équipes de recherche du monde entier se sont affrontés dans des épreuves inspirées de situations réelles, comme descendre d'un véhicule d'intervention, évoluer parmi des décombres ou enfoncer une porte.

Puis les expérimentations ont gagné le monde industriel, à l'image de celle menée avec Airbus par le Laboratoire d'informatique, de robotique et de microélectronique de Montpellier (LIRMM) en 2019. Dans le cadre du projet européen Comanoid (« collaborative humanoid robot »), deux robots ont été testés dans la réplique d'un fuselage d'A350.

« L'idée était que le robot se repère dans l'avion, se déplace et accomplit des tâches simples et à faible valeur ajoutée, comme l'ajustage de pièces, explique Abderrahmane Kheddar, directeur du projet. L'aspect humain du robot permet d'amener l'automatisation dans des environnements où tout a été conçu pour l'homme, et où il est très difficile, voire impossible, d'utiliser des robots ayant une base fixe. »

Si Airbus n'a pour l'heure pas donné suite à cette démonstration, les robots qui vont arriver sur le marché américain répondent au même objectif : accomplir des tâches à faible valeur ajoutée, d'abord dans la manutention, puis dans l'industrie. « Nos robots sont là pour supprimer les corvées, pour effectuer les travaux répétitifs, sales ou ennuyeux, pour lesquels on ne trouve pas de personnel », explique Jonathan Hurst. Mais les promoteurs d'Apollo, Digit ou Optimus ne comptent pas s'arrêter là. Ils emploient d'ailleurs le terme de « general purpose robotics » (« robotique d'usage général ») pour bien souligner que les entrepôts ne constituent qu'une première étape. « Nos projets pilotes portent sur la manipulation de cartons et de bacs, qui sont les applications les plus simples, explique Jeff Cardenas. Mais la dextérité d'Apollo va s'améliorer, et la gamme de ce qu'il pourra faire augmentera au fil du temps. » Son concurrent Jonathan Hurst anticipe même le jour où « un robot comme Digit pourra descendre d'un camion autonome pour porter les colis jusqu'à votre porte ». Une vision qui ne devrait pas déplaire à son investisseur Amazon...

Source : Les Echos

À UN TAUX TRÈS AVANTAGEUX

L'Égypte émet 479 millions \$ d'obligations sur le marché chinois

Le pays le plus peuplé du monde arabe a réussi à obtenir un coupon annuel de 3,5%, grâce aux garanties offertes par la Banque africaine de développement et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures.

L'Égypte a émis des obligations d'un montant total de 3,5 milliards de yuans (environ 479 millions de dollars) sur le marché chinois, a annoncé le ministère égyptien des Finances, Mohamed Maait, lundi 16 octobre.

« Pour ces obligations d'une échéance de 3 ans, nous avons réussi à obtenir un coupon annuel de 3,5 % », a-t-il déclaré, indiquant que ce taux très avantageux s'explique notamment par les garanties offertes par la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB). Le ministre a également indiqué que cette première émission d'obligations panda dans la région Moyen-Orient & Afrique du Nord (MENA) a suscité un vif intérêt auprès des investisseurs chinois.

Outre cette émission d'obligations panda, titres de dettes libellés en yuan émis sur le marché chinois, l'Égypte se prépare à émettre 500 millions de dollars de « Samourai bonds », des obligations libellées en yen japonais émises à Tokyo par des émetteurs souverains étrangers ou des sociétés non résidentes, en vue de diversifier les sources de financement de son économie.

Selon un rapport publié en septembre dernier par la banque américaine Morgan Stanley, les besoins de financement extérieurs du pays le plus peuplé du monde arabe sont estimés à 24 milliards de dollars durant l'exercice fiscal 2023/2024 (juillet-juin).

Le Caire a conclu un programme d'aide de 3 milliards de dollars avec le FMI. Mais la première revue de ce programme, qui était initialement prévue pour mars 2023, n'a pas été achevée, en raison du retard pris par les autorités égyptiennes dans la mise en œuvre de certaines réformes très délicates comme la flexibilité totale du taux de change.

Les recettes fiscales dépassent les 24 milliards de dinars à fin août 2023

Le document annexé au projet de budget 2024 dévoile les principaux chiffres relatifs à l'exécution du budget de 2023. A fin août 2023, les recettes fiscales ont atteint 24896 millions de dinars avec un taux d'exécution de 61,4% et ce en comparaison avec la loi de finances de 2023.

Selon le ministère des Finances, cette hausse de des recettes fiscales s'explique par la hausse de 11,8% des impôts sur le revenu (812 millions de dinars), et ce, en lien notamment avec la hausse des salaires dans le secteur public en octobre 2022.

La hausse des recettes fiscales s'explique aussi par la hausse de l'impact des taxes sur les sociétés pétrolières de 26,7% (126 millions de dinars).

De plus, l'impôt sur les sociétés non pétrolières (+30,2%) a aussi contribué à la hausse des recettes fiscales. Cela s'explique selon le ministère des Finances par l'amélioration de l'activité économique en 2022.

Les impôts indirects ont été marqués par la hausse des Droits de Douanes, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les Droits de Consommation.

FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL

Vers une transition verte dans la région Mena

Dans une région qui se réchauffe à un rythme deux fois plus élevé que le reste de la planète, les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Mena) comptent parmi les plus vulnérables aux effets des changements climatiques.

Un récent, du Forum économique mondial (FEM) a pour titre «Closing the Climate Action Gap: Accelerating Decarbonization and the Energy Transition in Mena». Élaboré par la prestigieuse entreprise Bain & Company en collaboration avec plus de quarante experts venus de tous horizons (décideurs politiques, acteurs du climat, chefs d'entreprise, banques et experts industriels des secteurs privé et public qui forment les leaders du Forum pour une région Mena durable), il se propose de relever les principaux défis en matière de durabilité dans la région. À ce titre, il fournit des exemples d'actions audacieuses de décarbonation susceptibles de donner lieu de nouvelles opportunités économiques.

Face à ce constat, une série de défis se présente pour les décennies à venir. D'ici à 2050, le changement climatique risque de menacer les moyens de subsistance de plus d'un demi-milliard de personnes dans la région Mena, dont 70% dans des pays à faible revenu.

Avec une hausse de la température moyenne de 4° C d'ici à 2050, selon les projections, les chocs climatiques tels que les



sécheresses prolongées auront des conséquences néfastes sur l'agriculture et la qualité de vie ainsi qu'un effet cumulé sur les problèmes systémiques de la région Mena.

Les conclusions du rapport indiquent comment les dirigeants locaux pourraient contrer les projections de la crise climatique tout en favorisant une plus grande diversification économique et des emplois de haute qualité. Cela stimulerait la dynamique régionale en faveur d'une action climatique holistique, comme l'illustre l'organisation de la COP27 en Égypte et de la COP28 aux Émirats arabes unis, et positionnerait la région Mena comme un leader mondial des technologies durables pendant des années.

«La région Mena a été l'une des régions à la croissance la plus rapide au cours de la dernière décennie et elle a la pos-

sibilité de se positionner à l'avant-garde des efforts de développement durable tout en maintenant sa trajectoire économique ascendante», a déclaré Borge Brende, président du Forum économique mondial. «Alors que les marchés mondiaux continuent d'évoluer et que la demande énergétique augmente, la région a besoin d'une action audacieuse et coordonnée de la part des décideurs politiques ainsi que des entreprises pour mener une transition énergétique juste et atteindre les objectifs liés au climat et au développement.»

Le rapport révèle que les pays de la région Mena sont en retard par rapport à des régions comparables sur la base des progrès en matière de durabilité. Alors que les gouvernements locaux se sont engagés au cours des vingt-quatre derniers mois à réduire de 60%

des émissions de la région Mena avec l'ambition de zéro émission nette.

Si, dans leur ensemble, les entreprises progressent dans leurs actions climatiques, les engagements actuels ne remplissent pas les objectifs fixés. L'écart n'est toujours pas comblé avec les marchés mondiaux comparables: 12% des entreprises ont fixé un objectif zéro émission nette (ZEN) et 6% ont établi une feuille de route pour atteindre le zéro net.

«Une transition réussie vers un avenir durable dépendra de mesures audacieuses de la part des décideurs politiques et des entreprises, d'une sensibilisation et de partenariats multipartites», a déclaré Tom De Waele, associé directeur de Bain & Company Moyen-Orient. «Si cette action durable pour le Moyen-Orient nécessite un investissement important en temps et en ressources, elle représente également une opportunité économique significative qui pourrait bien positionner la région Mena au cœur de la transition énergétique mondiale tout en proposant une diversification économique et des emplois de haute qualité grâce à des technologies à faibles émissions de carbone.»

Le Qatar signe avec Shell un accord de fourniture de gaz sur 27 ans

Le Qatar va fournir 3,5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) par an à la compagnie britannique, qui a été associée à un projet de développement du champ gazier géant de Nord Field dans le Golfe.

Le Qatar a signé avec la britannique Shell deux accords de fourniture de gaz sur 27 ans, a annoncé mercredi la compagnie énergétique d'Etat de ce pays du Golfe. Le Qatar va fournir 3,5

millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) par an à la compagnie britannique, qui a été associée à un projet de développement du champ gazier géant de Nord Field dans le Golfe, a précisé Qatar Energy dans un communiqué. "Nous sommes ravis de signer ces deux accords à long terme avec Shell, qui renforceront encore notre relation et notre partenariat stratégique au Qatar et dans le monde entier", a déclaré le ministre de l'énergie du Qatar, Saad Al-Kaabi, selon le texte.

"Ces accords réaffirment l'engagement du Qatar à contribuer à répondre à la demande de l'Europe et à renforcer sa sécurité énergétique", a-t-il ajouté.

En octobre de l'année dernière, Shell a conclu un accord avec QatarEnergy pour une participation de 9,4% dans le projet North Field South du Qatar, la deuxième phase d'expansion du champ. En juillet de la même année, Shell a également pris une part de 6,25% dans la première phase de l'expansion, North Field East. Les livraisons de GNL qui se feront à Rotterdam devraient commencer en 2026. À la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie l'année dernière, les pays européens cherchent à remplacer les livraisons de gaz russe.

L'accord conclu avec Shell est équivalent dans sa durée de celui conclu avec la société française TotalEnergies, annoncé au début du mois. Dans le cadre de l'expansion du champ North Field du Qatar, le plus grand champ de gaz naturel au monde, qui s'étend sous le Golfe jusqu'aux eaux territoriales iraniennes, le Qatar devrait augmenter sa production de GNL de 60% ou plus, pour atteindre 126 millions de tonnes par an d'ici à 2027.

L'Afrique du Sud reprendra sa place de 1^{re} économie africaine en 2024

Le recul provisoire du Nigeria dans le classement des puissances économiques africaines s'explique essentiellement par la dévaluation du naira, la baisse de la production de brut et l'envolée de l'inflation.

Le chassé-croisé se poursuit entre le Nigeria et l'Afrique du Sud au sommet du classement des puissances économiques en Afrique. La nation arc-en-ciel devrait reconquérir son rang de première puissance économique en Afrique en 2024, avant de dégringoler à nouveau à partir de l'année suivante, selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI). L'institution financière multilatérale a précisé dans sa mise à jour des perspectives de l'économie mondiale publiée mardi 10

octobre que le produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique du Sud devrait atteindre 401 milliards de dollars à prix courants en 2024, contre 395 milliards de dollars pour le Nigeria et 358 milliards de dollars pour l'Egypte. Le pays le plus industrialisé du continent ne devrait cependant conserver le rang de première économie africaine que pendant un an, avant de se retrouver à nouveau derrière le Nigeria en 2025, puis de tomber à la troisième place derrière l'Egypte en 2026. Après avoir ravi le rang de pre-

mière puissance économique africaine à l'Afrique du Sud, le Nigeria devrait voir la taille de son économie se réduire provisoirement, en raison notamment de la dévaluation du naira, de la baisse de la production de pétrole et de l'envolée de l'inflation. Le président nigérian Bola Tinubu a engagé cette année des réformes structurelles audacieuses, dont la suppression des subventions sur le carburant et l'unification du taux de change de la monnaie nationale, en vue de redresser les finances publiques. Ces réformes, qui ont

provoqué une remontée de l'inflation et une forte dépréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar américain, pèsent durement sur l'économie nigériane. Elles devraient porter leurs fruits à l'avenir. « Les réformes engagées au Nigeria devraient conduire à une croissance plus forte et plus inclusive », a déclaré Daniel Leigh, chef de division au département des études du FMI à la presse en marge des Assemblées annuelles de l'institution et de la Banque mondiale, qui se sont tenues la semaine écoulée à Marrakech (Maroc).

EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le prix médian d'un gigaoctet de données mobiles a augmenté en 2022

Le rapport souligne que quelque 680 millions de personnes vivant au sud du Sahara n'utilisent pas l'Internet mobile alors qu'elles habitent dans des zones couvertes par un réseau mobile à haut débit, en raison notamment du coût élevé de la connectivité, du manque d'alphabétisation et de compétences numériques. Après avoir enregistré une baisse continue entre 2017 et 2021, le prix médian d'un gigaoctet (Go) de données mobiles en Afrique subsaharienne a grimpé à 3,5% du revenu mensuel par habitant en 2022 contre 3,3% en 2021, selon un rapport publié le 11 octobre par l'Association mondiale des opérateurs et constructeurs de téléphonie mobile (GSMA). Intitulé « The state of mobile Internet connectivity 2023 », le rapport précise que le prix des données mobiles dans la région demeure le plus élevé à l'échelle mondiale. Il se situe largement au-dessus du « seuil d'abordabilité », qui a été fixé à 2% du revenu mensuel par habitant fixé par l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'agence des Nations unies spécialisée dans les technologies de l'information et de la communication. Le rapport révèle d'autre part que l'Afrique subsaharienne comptait 290 millions d'utilisateurs de l'Internet mobile à fin 2022, soit 25% de la population de la région, contre 17% seulement en 2017. Cette moyenne régionale masque cependant des disparités entre les sous-régions. A la fin de l'année écoulée, l'adoption de l'internet mobile variait de 33 % en Afrique australe à 17 % en Afrique centrale. Si on ne prend en considération que les adultes

âgés de 18 ans ou plus, le niveau moyen de connectivité Internet mobile en Afrique subsaharienne passe de 25 % à 42 %. A l'échelle régionale, environ 85 % de la population est désormais couverte par un réseau mobile à haut débit. Le déficit de couverture (correspondant aux personnes habitant dans des zones non couvertes par un réseau mobile à haut débit) concerne 180 millions de personnes, ce qui représente 15 % de la population de la région. Malgré ce taux de couverture élevé, quelque 680 millions de personnes vivant au sud du Sahara n'utilisent pas l'Internet mobile alors qu'elles habitent dans des zones couvertes par un réseau mobile à haut débit. Le déficit d'utilisation (correspondant aux personnes qui habitent dans des zones couvertes par un réseau mobile à haut débit, mais qui n'utilisent pas l'Internet mobile) s'est réduit durant l'année écoulée, même s'il reste significatif. Il concerne encore 59% de la population de la région.

La couverture par des réseaux 4G grimpe à 65%

Les personnes non connectées ont tendance à être plus pauvres, moins éduquées et plus âgées. Les habitants des zones rurales utilisent de plus en plus l'Internet mobile, mais on continue d'observer un écart significatif entre zones rurales et zones urbaines. Le déficit d'utilisation s'explique aussi par le fait qu'une part non-négligeable des populations en Afrique subsaharienne ne connaît pas encore l'Internet mobile et ses avantages. En Ethiopie, 46 % seulement des habitants des zones rurales

déclarent connaissaient l'Internet mobile. Si l'on considère qu'environ 77 % de la population de ce pays de la Corne de l'Afrique de l'Est est rurale, cela représente une part importante de la population totale. D'une manière générale les femmes et les habitants des zones rurales sont toujours moins susceptibles de connaître l'Internet mobile. Les principaux autres obstacles à l'adoption de l'Internet mobile sont le manque d'alphabétisation et de compétences numériques, ainsi que le coût élevé des téléphones avec accès à Internet. Au Sud du Sahara, environ 17% de la population utilisent l'Internet mobile sur un smartphone et 8% sur un téléphone basique (feature phone). Ainsi, 32% des utilisateurs d'Internet mobile ne se connectent pas via un smartphone. De plus, 69% des smartphones utilisés pour accéder à l'internet mobile ne sont compatibles qu'avec les réseaux de troisième génération (3G) alors que 65% de la population était couverte par des réseaux 4G en 2022 contre 19% seulement en 2017. Le rapport révèle par ailleurs que 4,6 milliards de personnes dans le monde utilisaient l'Internet mobile à la fin de l'année écoulée, soit 57% de la population de la planète. La couverture globale reste quasiment inchangée, avec 95 % de la population mondiale désormais couverte par un réseau mobile à haut débit. Mais encore 3 milliards de personnes n'utilisent pas l'Internet mobile alors qu'elles habitent dans des zones couvertes par un réseau mobile à haut débit.

ANGOLA

La ville de Soyo abritera une nouvelle usine d'engrais de 2,2 milliards \$

L'Angola affiche l'un des niveaux les plus bas d'utilisations d'engrais par hectare de terre cultivable en Afrique. Alors que la demande est appelée à croître au cours des prochaines années, les perspectives d'investissement dans l'industrie locale sont prometteuses. En Angola la société Amufert, issue d'une joint-venture entre le groupe d'investissement privé Opaia et l'entreprise publique des hydrocarbures Sonangol, veut injecter 2,2 milliards \$ dans l'installation d'une usine d'engrais à Soyo dans la province de Zaïre, au nord du pays. C'est ce qu'a révélé Agostinho Capaia, président du Conseil d'administration de la joint-venture le

12 octobre dernier. Selon le responsable, les démarches préliminaires relatives à l'ingénierie industrielle et à l'acquisition des équipements sont déjà initiées. En outre, les travaux de construction de l'usine sont prévus pour démarrer en janvier 2024 et devraient s'étendre sur une durée de 3 ans. Une fois opérationnelle, cette nouvelle unité devrait être en mesure de produire 1,2 million de tonnes d'engrais, dont l'urée. Pour son approvisionnement en matières premières, elle dépendra principalement de l'offre en gaz naturel du pays pour la production d'ammoniac. D'après M. Capaia, la production de l'usine sera consacrée à hauteur de 25 % à la satisfaction des

besoins du marché intérieur tandis que le reste sera expédié sur le marché international. « Plusieurs pays dont le Brésil ont manifesté leur intérêt pour le projet et ont l'intention d'établir des partenariats avec nous », souligne le responsable. L'usine devrait également contribuer à la création de plus de 3 500 emplois. En Angola la demande en engrais est comprise entre 200 000 et 300 000 tonnes par an. Selon les données compilées sur la plateforme Statista le niveau d'utilisation par hectare de terre cultivable de l'intrant était évalué à 6,4 kg en 2021, soit 4 fois moins que la moyenne africaine (26,4 kg).

TANZANIE

Les réserves stratégiques de céréales ont atteint leur plus haut niveau en 8 ans

Dans de nombreux pays sur le continent, la constitution de réserves stratégiques est un moyen efficace pour gérer l'offre alimentaire pendant les périodes de soudure. En Tanzanie, les autorités ont renforcé cet outil depuis quelques années avec des investissements dans les capacités de stockage. En Tanzanie, l'Agence nationale des réserves alimentaires (NFRA) dispose actuellement de 244 000 tonnes de maïs, de riz et de millet dans ses entrepôts. C'est ce qu'a révélé Andrew Komba, directeur de l'organisme public le 13 octobre dernier. Selon les informations relayées par le quotidien local The Citizen, il s'agit du plus important niveau de réserves au cours des 8 dernières années après le stock de 238 000 tonnes constitué en 2015. D'après M. Komba, le niveau des réserves devrait encore augmenter dans les prochains mois dans un contexte où l'objectif est d'atteindre 350 000 tonnes de céréales d'ici la fin de l'année fiscale 2023/2024. « Nous avons mis en œuvre plusieurs stratégies pour atteindre cette ambition et répondre aux demandes du pays. Certaines de ces stratégies impliquent la mobilisation d'un financement gouvernemental accru et l'exploration d'options de financement alternatives auprès d'institutions nationales et financières », explique le responsable. En Tanzanie, les céréales sont les principales cultures agricoles comptant pour plus de la moitié des récoltes. Selon les données du ministère de l'Agriculture, le pays a produit environ 11,4 millions de tonnes de cette catégorie de denrées en 2022/2023.

EUROPE

Bourses stables, inquiétudes sur le Proche-Orient

Les principales places boursières européennes sont stables ce matin alors que les investisseurs viennent de prendre connaissance du taux d'inflation annuel de la zone euro.

Celui-ci s'est établi à 4,3% en septembre 2023, contre 5,2% en août selon Eurostat. Un an auparavant, il était de 9,9%.

Le taux d'inflation annuel de l'Union européenne s'est établi à 4,9% en septembre 2023, contre 5,9% en août. Un an auparavant, il était de 10,9%

Les investisseurs ont aussi pris connaissance d'une croissance économique plus forte que prévu en Chine lors du troisième trimestre, qui laisse penser que l'activité dans le pays est en train de passer un creux.

Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 4,9% en glissement annuel sur le trimestre écoulé, selon des données publiées mercredi par le Bureau d'Etat des statistiques (BES).

'La croissance été principalement tirée par la consommation des ménages, qui ont puisé dans leur épargne', expliquent les analystes de Commerzbank, qui évoquent toutefois une croissance 'loin d'être solide'.

'Une politique monétaire plus favorable, même modeste, pourrait être mise en place d'ici à la fin de l'année ou l'an prochain afin de soutenir la reprise économique', soulignent-ils.

Côté résultats d'entreprises, les investisseurs suivront aujourd'hui les comptes financiers de plusieurs poids lourds de la cote, dont ASML, Morgan Stanley et Procter & Gamble, suivis de Tesla et Netflix dans la soirée.

La tendance haussière reste toutefois limitée par les tensions géopolitiques au Proche-Orient, où l'explosion d'un hôpital dans la bande de Gaza a fait des centaines de morts.

Certains observateurs craignent que cette frappe ne compromette les efforts diplomatiques déployés par les Etats-Unis afin de contenir le conflit entre Israël et le Hamas, qui étaient accueillis favorablement par les marchés.

Ces tensions favorisent d'ailleurs les actifs refuges, comme l'or, qui progresse de

1% à 1939 dollars l'once, un plus haut d'un mois.

Le prix du baril de Brent progresse quant à lui de 1,3% à 92\$.

'Le pétrole pourrait durablement augmenter si les Etats-Unis décident de renforcer les sanctions à l'égard de l'Iran - pays suspecté d'avoir donné son aval aux attaques du Hamas', rappellent les équipes de DeftHedge, un spécialiste de la gestion du risque de change et des matières premières.

Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts du Trésor américain à 10 ans renoue, à près de 4,85%, avec ses récents plus hauts suite à la parution hier de solides indicateurs renforçant le scénario de nouvelles hausses de taux par la Fed.

Dans l'actualité des sociétés européennes, ABB publie un chiffre d'affaires de

7 968 millions de dollars en hausse de +8 % au 3ème trimestre 2023 (+11% en comparable). Le groupe annonce un BPA de base de 0,48 \$ en hausse de +149%.

ASML a publié un chiffre d'affaires net de 6,7 milliards d'euros au 3ème trimestre avec une marge brute de 51,9 %. Le résultat net ressort à 1,9 milliard d'euros. Le BPA est de 4,81 E, soit 5% de plus que le consensus de 4,58 E.

Infineon a annoncé mercredi avoir signé un accord pluriannuel avec les constructeurs automobiles sud-coréens Hyundai Motor et Kia portant sur la fourniture de semi-conducteurs de puissance.

Enfin, AstraZeneca fait savoir que le Soliris (écoulizumab) a été approuvé en Chine pour le traitement des patients adultes atteints du trouble du spectre de la neuromyélite optique (NMOSD) qui sont positifs aux anticorps anti-aquaporine-4 (AQP4) (Ab+).

CAC40

À Quasi stable malgré la croissance chinoise

La Bourse de Paris est proche de l'équilibre ce mercredi matin malgré les bons chiffres sur la croissance chinoise qui contrebalancent les tensions persistantes au Proche-Orient.

L'indice CAC40 grignote 0,1% à 7040 points.

Les investisseurs ont été rassurés cette nuit par l'annonce d'une croissance économique plus forte que prévu en Chine lors du troisième trimestre, qui laisse penser que l'activité dans le pays est en train de passer un creux.

Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 4,9% en glissement annuel sur le trimestre écoulé, selon des données publiées mercredi par le Bureau d'Etat des statistiques (BES).

'La croissance été principalement tirée par la consommation des ménages, qui ont puisé dans leur épargne', expliquent les analystes de Commerzbank, qui évoquent toutefois une croissance 'loin d'être solide'.

'Une politique monétaire plus favorable, même modeste, pourrait être mise en place d'ici à la fin de l'année ou l'an prochain afin de soutenir la reprise économique', soulignent-ils.

La tendance haussière devrait néanmoins être limitée par les tensions géopolitiques au Proche-Orient, où l'explosion d'un hôpital dans la bande de Gaza a fait des centaines de morts.

Certains observateurs craignent que cette frappe ne compromette les efforts diplomatiques déployés par les Etats-Unis afin de contenir le conflit entre Israël et le Hamas, qui étaient accueillis favorablement par les marchés.

Ces tensions favorisent d'ailleurs les actifs refuges, comme l'or, qui progresse de 0,3% à 1.949,3 dollars l'once, un plus haut d'un mois.

Les investisseurs suivront aujourd'hui les comptes financiers de plusieurs poids lourds de la cote dont, Morgan Stanley et Procter & Gamble, qui seront suivis dans la soirée des publications très attendues de Tesla et Netflix.

Côté indicateurs macroéconomiques, les investisseurs ont pris connaissance dans la matinée des derniers chiffres de l'inflation en zone euro.

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'est établi à 4,3% en septembre 2023, contre 5,2% en août selon Eurostat. Un an auparavant, il était de 9,9%.

Le taux d'inflation annuel de l'Union européenne s'est établi à 4,9% en sep-

tembre 2023, contre 5,9% en août. Un an auparavant, il était de 10,9%.

Outre-Atlantique, les permis de construire et les mises en chantier devraient toujours pâtir du resserrement des conditions de crédit, même après leur plongeon du mois d'août.

Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts du Trésor américain à 10 ans renoue, à près de 4,85%, avec ses récents plus hauts suite à la parution hier de solides indicateurs renforçant le scénario de nouvelles hausses de taux par la Fed.

De leur côté, les cours du brut repartent à la hausse suite à la frappe de l'hôpital Ahli Arab, qui alimente les inquiétudes quant aux perspectives de la région.

'Le pétrole pourrait durablement augmenter si les Etats-Unis décident de renforcer les sanctions à l'égard de l'Iran - pays suspecté d'avoir donné son aval aux attaques du Hamas', rappellent les équipes de DeftHedge, un spécialiste de la gestion du risque de change et des matières premières.

Le Brent grimpe de 1,8% à 91,6 dollars le baril tandis que le brut léger américain (WTI) bondit de plus de 2% à 88,5 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Octobre 2023
Valeur : 20 Octobre 2023

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		137.4099	137.4249
1	EUR	EURO		145.2423	145.3131
1	GBP	POUND STERLING		167.3893	167.4688
100	JPY	JAPANESE YEN		91.7473	91.7634
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7911	18.7949
1	CHF	SWISS FRANC		152.7116	152.7452
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.7626	100.8031
1	DKK	DANISH KRONE		19.4792	19.4827
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.5710	12.5758
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5255	12.5312
1	AED	UAE DIRHAM		37.4047	37.4190
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.6309	36.6369
1	KWD	KUWAITI DINAR		444.1173	444.3094
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0064	43.4386
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4064	13.4078
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.9943	28.1372
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6180	3.6183
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.1647	180.1647

La Bourse de Tokyo finit quasi stable après le PIB chinois

La Bourse de Tokyo a terminé près de l'équilibre mercredi, partagée entre un PIB chinois moins mauvais que prévu et les inquiétudes sur la politique monétaire américaine et sur la situation hautement inflammable au Proche-Orient.

Parti en baisse, l'indice vedette Nikkei a fini stable (+0,01% à 32.042,25 points) et l'indice élargi Topix a pris 0,14% à 2.295,34 points.

La Bourse de Hong Kong évoluait en léger retrait (-0,17% vers 06H45 GMT).

La croissance en Chine s'est tassée au troisième trimestre sur fond de la crise immobilière qui secoue le pays, mais elle a tout de même été supérieure aux attentes (+4,9% sur un an),

selon des chiffres officiels dévoilés mercredi.

Les ventes au détail dans le pays ont par ailleurs fortement accéléré en septembre, un signe encourageant de la reprise de la consommation.

Mais les marchés boursiers en Asie ont aussi fait les frais d'un regain d'inquiétude quant à un énième durcissement de la politique monétaire aux Etats-Unis après la publication mardi d'indicateurs macroéconomiques du pays plus robustes que prévu, ce qui a fait monter les taux obligataires américains.

Les investisseurs continuent en outre de suivre les développements de la guerre au Proche-Orient, alors qu'une frappe sur un hôpital à Gaza a fait plu-

sieurs centaines de morts mardi et que l'origine de ce tir restait controversée pour le moment.

Le secteur pharmaceutique japonais a souffert mercredi, surtout Daiichi Sankyo (-4,6%).

Les résultats de deux essais cliniques concernant un médicament anticancéreux qu'il a développé avec le suédo-britannique AstraZeneca ont déçu les analystes.

Takeda (-1,36%) a quant à lui annoncé mercredi avoir soldé pour 130 millions d'euros un vieux contentieux fiscal avec l'Irlande, dont il avait hérité depuis son rachat du laboratoire irlandais Shire en 2018.

Lithium Comment la Chine pousse ses pions pour contrôler le marché

L'explosion de la demande de lithium, liée notamment à l'essor des voitures électriques, a déclenché une véritable ruée vers l'or blanc. Selon les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie, la consommation du métal va passer de 126.200 tonnes par an en 2022 à 1,3 million de tonnes en 2050.

Dans ce contexte, Américains, Européen et Chinois se sont mis en ordre de bataille pour sécuriser leurs approvisionnements et éviter d'avoir des usines de batteries à l'arrêt faute de métaux disponibles. On pourrait penser que les Etats-Unis et l'Europe sont plutôt bien placés dans cette course. L'essentiel des réserves se situe en effet en Australie et en Amérique latine, des pays historiquement alliés des Occidentaux. Mais à y regarder de plus près, le grand rival chinois a réussi à prendre une position dominante sur le marché du lithium en mobilisant tous les outils à sa disposition, notamment des prises de participations dans des mines et l'obtention de concessions pour ses compagnies minières. Certes, près de 50 % de la production de lithium se fait en Australie, 30 % au Chili et seulement 20 % en Chine. Mais l'empire du Milieu raffine près de 60 % du lithium mondial, une situation qui permet de fait à Pékin de contrôler l'ensemble de la chaîne de valeur.

Infrastructures contre matières premières
Cette extrême concentration de l'extraction et du raffinage de métaux est l'un des principaux risques pour les industries de la transition énergétique qui importent des métaux, a alerté l'AIE dans un rapport sur le rôle des métaux critiques dans la transition. « Leur chaîne d'approvisionnement peut très vite être affectée par des changements de réglementation, des restrictions au commerce, ou par l'instabilité politique dans un petit nombre de pays », a mis en garde

l'agence basée à Paris. Même les chiffres de la production par pays donnent une image faussée du marché. Certes, les opérations ont lieu à l'emplacement des gisements, mais elles sont réalisées par une poignée d'entreprises, dont une proportion significative de chinoises. En quelques années seulement, deux géants, Tianqi et Ganfeng, ont intégré le Top 5 des majors du lithium aux côtés des américains Albemarle et Livent et de la chilienne SQM. Cette dernière a même dû partager plus de 20 % de son capital avec Tianqi à la suite d'une incursion inamicale. Autre exemple édifiant : l'une des plus grandes mines de lithium au monde, celle de Greenbushes, est située dans le sud-ouest de l'Australie. Elle est exploitée par la compagnie minière Talison Lithium, devenue une coentreprise entre Tianqi (51 %) et Albemarle (49 %). Qui contrôle vraiment le métal qui sort de cette mine à ciel ouvert ? L'Australie ? Après tout, il s'agit de son sous-sol. Ou bien les entreprises privées qui l'exploitent ? Sans leur investissement, ce lithium n'aurait jamais été mis sur le marché. Ou encore les puissances, Etats-Unis et Chine, qui sont derrière ces sociétés ? L'intérêt de la Chine pour les métaux date de son urbanisation galopante et de son entrée dans la mondialisation au tournant du millénaire, qui ont fait exploser ses besoins. « Au contraire de l'Union européenne et des Etats-Unis, l'objectif de sécurisation a commencé il y a plus de vingt ans », rappellent Emmanuel Hache de l'IFP Energies nouvelles et Benjamin Louvet, gérant matières premières chez Ofi Invest Asset Manage-

ment, dans leur livre « Métaux, le nouvel or noir ». Pour satisfaire sa demande, la Chine a méthodiquement « utilisé de multiples moyens, notamment les investissements à l'étranger dans des projets miniers, les acquisitions, ou les prises de participations dans des entreprises locales et/ou internationales », expliquent les auteurs. Pékin a par exemple investi entre 2005 et 2022 plus de 100 milliards de dollars à l'étranger dans le secteur des métaux, soulignent les auteurs.

Depuis deux ans, les entreprises chinoises ont déboursé plus de 4 milliards de dollars pour prendre des participations en Afrique et en Amérique latine, selon les données de Rystad relayées par le « Wall Street Journal ». En Afrique et en Amérique latine, Pékin a également développé des projets d'infrastructures contre livraison des matières premières.

« Ce type d'accord permet, pour la Chine, de réduire le risque de non paiement des prêts et d'améliorer, à moindres frais, sa sécurisation en matières premières », notent les auteurs du livre. En 2013, Pékin a lancé son grand projet à plus de 1.000 milliards de dollars, des nouvelles routes de la soie, « le moyen de canaliser les flux de matières premières, notamment des minerais et des métaux, vers le sol national », analysent Emmanuel Hache et Benjamin Louvet.

Source/ Les Echos

SERBIE- CHINE

Signature d'un accord de libre-échange avec la Chine, en attendant de rejoindre l'UE

La Serbie a signé mardi à Pékin un accord de libre-échange avec la Chine, devenue son deuxième partenaire commercial et un de ses plus importants investisseurs étrangers. Un événement « d'importance historique », qui sera toutefois de courte durée, puisque l'accord prendra fin lorsque le pays aura rejoint l'Union européenne. Reste qu'il est dans l'attente depuis plus de 10 ans et que la date de son adhésion n'est pas encore fixée. Les liens se resserrent entre la Serbie et la Chine. Les deux

pays ont signé mardi 17 octobre un accord de libre-échange. Ce dernier, qui concernera des milliers de produits des deux parties selon les médias serbes, a été conclu lors du forum des « Nouvelles routes de la soie » (appelé officiellement « La ceinture et la route »), un événement diplomatique majeur qui accueille jusqu'à ce mercredi les représentants de quelque 130 pays. « C'est une grande chose réalisée pour la Serbie et j'en suis très fier », a déclaré à la presse serbe depuis Pékin le président

serbe, Aleksandar Vucic, qui a assisté avec son homologue chinois Xi Jinping à la signature de cet accord par les ministres du Commerce des deux pays. Et le ministre serbe des Affaires étrangères, Ivica Dacic, d'ajouter : « C'est un événement d'importance historique pour la Serbie ». Cet accord de libre-échange sera bénéfique, notamment pour les arboriculteurs serbes, les producteurs de miel et de vin, ainsi que pour l'industrie pharmaceutique, a énuméré le chef de l'Etat serbe. Il devrait

entrer en vigueur d'ici mai ou juin, a expliqué ce dernier, en admettant que son pays devra y renoncer lors de l'adhésion, un jour, à l'UE. « Mais on n'en est pas là », a-t-il dit. « Nous devons savoir vivre aussi avant l'adhésion à l'UE. Nous devons penser à notre pays, à nos enfants, à notre avenir ». La Serbie est candidate pour intégrer les Vingt-Sept - à l'instar de quatre autres pays des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie, Macédoine du Nord, Monténégro), de l'Ukraine et de la Moldavie.

ROYAUME-UNI L'inflation stagne dans un contexte économique morose

Malgré une politique monétaire stricte, l'inflation au Royaume-Uni stagne. Une mauvaise nouvelle pour les Britanniques. Et pour cause, ils subissent une crise du coût de la vie majeure depuis quelques mois.

Alors que le marché s'attendait à un repli plus important, l'inflation a stagné en septembre au Royaume-Uni, à 6,7% sur un an, restant à un plus bas depuis février 2022. Sa baisse a notamment été enrayée par les prix de l'énergie, selon les données publiées ce mercredi 18 octobre par l'Office national des statistiques (ONS). Les prix des produits alimentaires ont continué de baisser, tout comme ceux des meubles et des articles ménagers. Cette diminution a toutefois été contrecarrée « par la hausse des prix des carburants et des hôtels », indique Grant Fitzner, économiste de l'ONS, sur X (ex-Twitter).

L'inflation a connu en août un petit repli surprise, restant toutefois la plus élevée des pays du G7, après un ralentissement marqué le mois précédent. La stagnation affichée en septembre déçoit les attentes du marché, anticipant un nouveau recul, à 6,6%.

« Les prix de l'énergie sont réapparus comme un risque à la hausse pour l'inflation. Les prix du pétrole brut ont augmenté de plus de 20% depuis juin, tandis que les prix du gaz au Royaume-Uni sont au plus haut depuis février », résume l'économiste de KPMG Yael Selfin.

Mais « d'autres facteurs externes », notamment au niveau des chaînes d'approvisionnement mondiales, « favorisent une baisse de l'inflation des biens » et les mouvements des prix à la production « laissent présager un nouveau ralentissement (des hausses de prix) dans les mois à venir », selon l'économiste.

« Comme nous l'avons constaté dans d'autres pays du G7, l'inflation chute rarement de manière linéaire, mais (...) nous nous attendons toujours à ce qu'elle continue de baisser cette année », a réagi dans un communiqué le ministre des Finances Jeremy Hunt, ce qui est crucial selon lui pour « alléger la pression sur les familles et les entreprises ».

ZONE EURO

L'inflation révisée en légère baisse en septembre sur un mois

L'inflation en zone euro est ressortie en septembre légèrement en dessous de la première estimation d'un mois sur l'autre, montrent mercredi les données définitives publiées par Eurostat. Sur un an, l'indice des prix à la consommation calculé aux normes européenne (IPCH) a augmenté de 4,3%, en ligne

avec la première estimation "flash". D'un mois sur l'autre, l'inflation dans les 20 pays ayant adopté la monnaie unique a progressé de 0,3%, contre une estimation "flash" de 0,5%. Hors énergie et produits alimentaires non transformés, l'inflation ressort en septembre à 0,2% en rythme mensuel et à 5,5% en rythme annuel,

contre des estimations "flash" de respectivement 0,3% et 5,5%.

Une mesure plus étroite encore de l'évolution des prix, qui exclut également l'alcool et le tabac, montre que l'inflation est ressortie à 0,2% d'un mois sur l'autre et à 4,5% en glissement annuel, en ligne avec les premières estimations.

Les constructeurs automobiles britanniques s'inquiètent des droits de douane post-Brexit

Les constructeurs automobiles britanniques tirent mercredi (18 octobre) la sonnette d'alarme sur la possible entrée en vigueur au premier janvier de droits de douane post-Brexit de 10 % sur les véhicules électriques qui traversent la Manche. Ceux-ci «ajouteraient 3 600 livres (près de 4 150 euros, NDLR) au coût des véhicules électriques de fabrication britannique vendus en Europe» et presque autant aux véhicules européens vendus au Royaume-Uni, affirme dans un communiqué la SMMT, qui représente le secteur automobile britannique.

Un durcissement des «règles d'origine» dans le traité commercial post-Brexit avec l'UE doit imposer à partir de 2024 qu'au moins 45 % de la valeur des pièces du véhicule provienne de l'UE ou du Royaume-Uni pour être exempté de droits de douane. Or, les batteries représentent une part substantielle du prix des véhicules électriques et proviennent actuellement souvent de Chine.

«Cela fait des mois que nous disons que les règles d'origine constituent une menace majeure» pour les fabricants britanniques, dont l'UE est «le marché numéro un», ainsi que pour les entreprises en Europe pour qui le Royaume-Uni est un marché crucial, affirme Mike Hawes, directeur général de la SMMT.

Les droits de douane rendraient «tout simplement ces produits non compétitifs», alors que les marges sont trop faibles sur les véhicules électriques et que les fabricants seraient contraints d'en répercuter au moins une partie, poursuit-il auprès de l'AFP.

«Certaines personnes diront 'en fait, c'est trop cher, je vais simplement acheter une autre voiture essence, diesel ou garder celle que j'ai', et cela sape notre capacité à réduire les émissions de carbone», affirme M. Hawes.

Fin septembre, le commissaire européen chargé du Marché intérieur Thierry Breton avait douché les espoirs des constructeurs automobiles britanniques et européens sur un report des nouvelles règles douanières, affirmant que «ce qui avait été négocié avait été négocié».

La SMMT espère cependant encore un accord entre Londres et Bruxelles et un report à 2027. «Des investissements considérables sont consacrés à la fabrication de batteries en Europe et au Royaume-Uni», mais «cela va prendre deux ou trois ans» avant d'en voir les effets concrets, selon Mike Hawes.

En dépit de récents revirements de Londres sur ses objectifs de neutralité carbone, dont un report de l'interdiction de la vente de voitures thermiques neuves, le Royaume-Uni a connu plusieurs annonces en faveur du secteur des véhicules électriques.

Le géant indien Tata, propriétaire de Jaguar Land Rover, avait notamment annoncé en juillet un investissement de 4 milliards de livres (4,6 milliards d'euros) dans une méga-usine de batteries électriques outre-Manche.

CITROËN E-C3

La promesse de l'électrique pour tous

Très attendue, la nouvelle citadine Citroën sera proposée en deux versions électriques e-C3, dont une à moins 20 000 euros hors bonus.

Annoncer vouloir démocratiser la voiture électrique, c'est bien joli, mais encore faudrait-il pour y parvenir que celle-ci soit accessible au plus grand nombre, ce qui est encore loin d'être le cas aujourd'hui. Les marques généralistes travaillent bien sûr toutes d'arrache-pied sur le sujet – telles que Volkswagen avec l'ID.2 ou Fiat avec la future Panda –, mais, à ce petit jeu, c'est bien Citroën qui vient de faire l'annonce la plus tonitruante avec une e-C3 à 19 990 euros hors bonus, soit moins de 15 000 euros une fois l'aide à l'achat déduite si celle-ci reste du montant actuel (5 000 euros). Car cette e-C3 d'entrée de gamme – dont l'autonomie ne devrait pas dépasser 200 kilomètres, petite batterie



oblige – ne sera pas disponible avant 2025.

Une e-C3 à 23 300 euros pour le printemps 2024

Les versions de lancement de la C3 seront, elles, commercialisées dès le printemps 2024.

Au programme, une essence Puretech 100 ch, une hybride 48V de même puissance, et une première e-C3 électrique de 113 ch déjà très abordable puisque proposée à partir de 23 300 euros (hors bonus toujours) le tout pour une auto-

nomie de 320 kilomètres qui n'a rien de ridicule pour une citadine. Pour parvenir à ce résultat, les équipes de Citroën ont créé une nouvelle plateforme Smart développée sur la base de la CMP utilisée pour la précédente C3.

Un quart du parc automobile mondial est déjà électrifié

Les ventes de voitures électrifiées s'accroissent partout dans le monde.

Selon les dernières statistiques, plus de 2 millions de ces véhicules ont été immatriculés au mois d'août 2023. Le volume annuel pourrait dès lors franchir la barre des 10 millions de voitures.

Dans le secteur automobile, l'électrification a enfin décollé. La plupart des nouveaux modèles disposent déjà au moins d'une assistance électrique (ou hybridation légère) et, d'ici quelques années, les gammes ne se composeront plus que de voitures full électriques. Ce sera notamment le cas en Eu-

rope où, à partir de 2035, seules les voitures 100 % électriques seront autorisées à la vente.

Cette transition est engagée et elle est clairement visible dans les ventes de voitures neuves où les véhicules électrifiés représentent plus d'un quart du marché mondial. En effet, selon les chiffres d'EV Volumes, plus de 2 millions de voitures particulières électrifiées ont été immatriculées dans le monde en août 2023, un chiffre inclut les voitures électriques à batterie, les modèles hybrides rechargeables et les hybrides autorechargeables.

10 millions de voitures électriques vendues

Au cumul, les voitures particulières 100 % électriques et les hybrides rechargeables pèsent pour 1.238.484 unités, soit une part de marché de 18 % et, surtout, une croissance de +45 % par rapport à 2022. Si l'on y ajoute les 800.000 hybrides autorechargeables, plus d'un quart des voitures neuves écoulées sont désormais électrifiées.

À ce jour, 8,1 millions de voitures électrifiées rechargeables ont déjà été livrées dans le monde en 2023, ce qui devrait représenter à une part de marché d'environ 16 % des voitures écoulées pendant l'année, toujours selon EV Volumes. Les ventes sur l'année devraient ainsi dépasser les 10 millions d'unités. Une certitude même puisque l'an dernier, ce seuil avait déjà été dépassé l'an dernier.

Le Tesla Y en best-seller

En août 2023, la Tesla Model Y a à nouveau été la voiture électrique la plus vendue dans le monde. Avec 115.885 unités, cette voiture électrique américaine confirme son statut de best-seller absolu puisqu'elle détient une nette avance sur ses concurrents, parmi lesquels la Tesla Model 3 qui occupe la troisième place du podium. Et tant qu'à s'intéresser aux voitures qui plaisent, il convient également de souligner la forte position des marques chinoises et notamment de BYD qui compte six modèles dans le top dix.



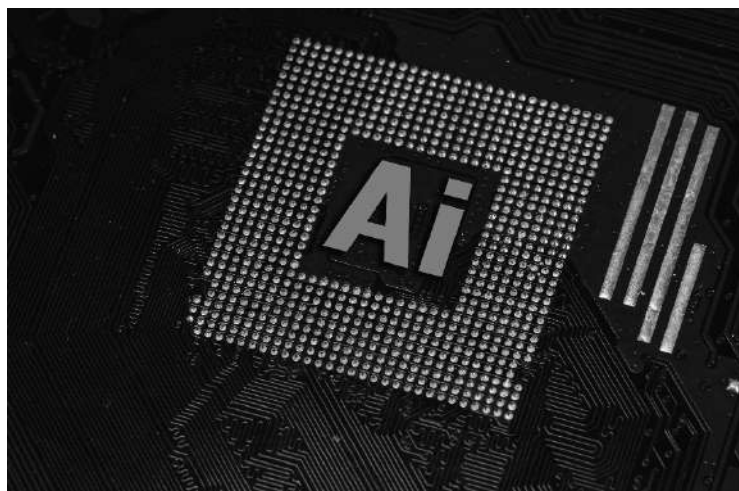
Quelles réglementations pour l'intelligence artificielle ?

Face à l'émergence de l'intelligence artificielle dans les usages professionnels et personnels, un encadrement de l'IA en matière de sécurité, d'éthique et de protection des conditions de travail semble indispensable. La CFTC soutient ainsi la démarche des législateurs européens, qui débattent actuellement d'une loi sur l'intelligence artificielle. Si elle n'élide pas les risques associés à l'IA, elle considère aussi qu'un contrôle rigoureux et vertueux de son utilisation peut favoriser l'épanouissement des salariés en entreprise.

Mondialement visibilisée par l'accès de ChatGPT au grand public, l'intelligence artificielle nourrit autant de fantasmes que de préoccupations. Si elle peut de toute évidence délester les salariés d'un certain nombre de tâches, elle suscite également des problématiques potentielles pour l'emploi, comme des risques de suppression de postes ou encore une transformation structurelle du travail. En l'absence d'une réglementation adéquate, ces problématiques ne peuvent que s'accroître à moyen terme. C'est pourquoi la CFTC soutient pleinement la nécessité d'une régulation adéquate de l'IA, au niveau européen.

Collectivement cadrer l'IA

A cet égard, un projet de règlement sur l'intelligence artificielle – proposé en avril 2021 par la Commission européenne – est en cours de négociation entre les législateurs européens. Ce projet classe les systèmes d'intelligence artificielle selon le niveau de risque pour les droits des individus, de « minime » à « inacceptable ». Les IA présentant un niveau de risque élevé se voient imposées davantage de contraintes et de réglementations. Des règles de traçabilité et de transparence – comprenant des obligations de certification, de documentation technique, de qualité et de sécurité – sont ainsi prévues pour les systèmes d'intelligence artificielle qui pourraient présenter un risque élevé pour les droits fondamentaux des individus. Elles doivent notamment permettre d'encadrer certaines activités particulièrement exposées à une utilisation trop permissive de l'IA, comme la gestion des ressources humaines. Les systèmes d'IA peuvent en effet être utilisés pour évaluer les performances des employés et déterminer des promotions, mais peuvent parfois être influencés par un certain nombre de biais, qui favorisent injustement



certain salariés. A titre d'exemple, Amazon avait mis fin en 2017 à l'utilisation d'un système de recrutement automatique, conçu pour sélectionner les meilleurs CV. Cependant, celui-ci s'était avéré discriminatoire envers les femmes : la base de données du logiciel s'appuyait sur les CV reçus par le groupe sur une période de dix ans, qui étaient pour la plupart ceux d'hommes, reflet de la prédominance masculine dans le secteur des nouvelles technologies. Il en avait automatiquement déduit que les candidats masculins pour ces postes étaient préférables.

Anticiper la mutation du travail

Par ailleurs, la nature même de certains procédés d'intelligence artificielle devrait les condamner à une interdiction pure et simple : elle devrait notamment concerner les systèmes œuvrant à une notation sociale des individus, comme ceux qui permettent d'effectuer une surveillance biométrique à distance en temps réel. Les réglementations encadrant les intelligences génératives – comme ChatGPT ou Bard – sont pour leur part encore en discussion au sein des instances législatives européennes. Le Parlement de l'UE (qui vote avec le Conseil de l'Eu-

rope la loi européenne) souhaiterait ainsi introduire de nouvelles obligations pour ces procédés d'IA (avec notamment une labellisation obligatoire des contenus créés par une intelligence artificielle). En parallèle, la Confédération Européenne des Syndicats (CES) – dont est membre la CFTC – mène également des négociations et groupes de réflexion, qui devraient participer à renforcer le périmètre réglementaire des usages de l'IA, au sein des entreprises. Si des garde-fous semblent donc nécessaires pour encadrer l'utilisation de l'intelligence artificielle, l'impact de l'IA sur l'emploi et les conditions de travail semble actuellement difficile à évaluer. Selon une étude de l'OIT publiée en 2023, il pourrait être moins néfaste que prévu, puisqu'elle estime qu'un peu plus de 5 % des emplois pourraient être fortement exposés à l'intelligence artificielle, dans les pays développés. Plus qu'un remplacement massif d'une frange des travailleurs par l'IA, ce sont leurs conditions de travail que celle-ci risque de transformer en profondeur : si l'IA pourra décharger les salariés de certaines tâches répétitives, elle pourrait intensifier et complexifier d'autres versants de leur activité (générant davantage de stress et d'anxiété profession-

nelle), voire être source d'une perte de sens au travail.

Des risques à prévenir, des progrès à favoriser

Pour la CFTC, les solutions offertes par l'intelligence artificielle ne doivent pas mettre en péril les emplois des salariés ou dégrader leurs conditions de travail. A cet effet, la législation et les règlements appliqués à cette technologie doivent permettre de protéger les salariés des éventuels effets négatifs de son utilisation. Les entreprises devraient symétriquement être encouragées à favoriser l'usage de solutions d'IA bénéfiques pour la productivité et la qualité de vie au travail (automatisation de certains actes pénibles, etc...). Si la CFTC n'élude pas les risques imputables à l'IA, elle considère donc qu'un cadrage adéquat de son développement et de ses usages peut favoriser l'épanouissement professionnel et personnel des travailleurs. Elle rejoint ainsi le constat de France Stratégie, qui estimait dans une étude sur l'IA publiée en 2018 que : « l'amélioration des conditions de travail est une hypothèse aussi crédible que l'intensification du travail. Tout dépend de la manière dont les gains de productivité permis par cette technologie sont partagés. » Enfin, la CFTC considère que les systèmes d'intelligence artificielle doivent invariablement être supervisés par des humains, plutôt que par l'automatisation. Les travailleurs devraient ainsi être capables d'assurer un contrôle efficace et raisonné des systèmes d'IA dont ils ont l'usage. Une réelle montée en compétence des salariés (liée notamment à l'essor des tâches de supervision ou à la spécialisation vers des missions plus complexes) sera donc nécessaire, via le développement de formations professionnelles qualifiantes.

X (ex-Twitter) commence à facturer 1 \$ par an, mais pour quoi faire ?

Elon Musk en a rêvé, X (ex-Twitter) l'a fait. Le réseau social commence à faire payer ses services de base aux nouveaux arrivants. Les nouveaux usagers de la plateforme X (ex-Twitter) en Nouvelle-Zélande et aux Philippines devront désormais payer pour publier des messages ou d'autres contenus, liker, répondre ou ajouter des favoris. Il leur faudra pour cela déboursier la modeste somme de 1 \$ par an. Celles et ceux qui refusent de mettre la main au portefeuille ne pourront avoir accès qu'à la lecture des messages publiés sur le réseau social, sans aucune interaction possible. Les usagers déjà inscrits ne seront en revanche pas tenus de passer à la caisse. Cette nouvelle mesure, qui s'inscrit dans le programme baptisé "Not A Bot", commence par ces deux pays, qui font office de test. Son objectif est de "renforcer nos efforts déjà importants pour réduire le spam, la manipulation de notre plateforme et l'activité des robots", indique X dans un communiqué. En outre, les nouveaux utilisateurs de ces deux pays devront vérifier leur compte à l'aide d'un numéro de téléphone.

Ce nouveau programme s'ajoute au forfait premium et à la certification de compte, facturés 8 \$ par mois depuis novembre 2022. Depuis sa prise de contrôle de Twitter, Elon Musk a répété qu'il pensait que l'abonnement était le meilleur moyen de lutter contre les armées de robots.

À la recherche de nouvelles sources de revenus

L'entreprise, dirigée par Linda Yaccarino depuis le mois de juin, est à la recherche de nouvelles sources de revenus depuis son rachat en 2022 par le milliardaire fantasque. Ce dernier n'a pourtant eu de cesse de lui mettre des bâtons dans les roues, en faisant notamment fuir les annonceurs en raison de sa politique très souple vis-à-vis du contenu publié. X devrait environ 1,2 milliard de dollars d'intérêts par an sur sa dette (13 milliards de dollars) liée à l'acquisition, selon Bloomberg. X continue en outre de défrayer la chronique, notamment en raison de son traitement du conflit entre Israël et le Hamas ces dernières semaines. Face au déluge de propos haineux et de propagande, l'Europe a accusé X de ne pas respecter ses obligations liées au Digital Services Act et a menacé la plateforme d'Elon Musk d'un bannissement.

Apple prépare quatre MacBook embarquant une puce M3 pour 2024

Sans grande surprise, Apple s'apprête à lancer de nouveaux MacBook en 2024. Quelques précisions du journaliste Mark Gurman permettent d'en savoir plus sur ces futurs modèles, qui embarqueront une puce M3. Depuis le MacBook Air 15 pouces lancé lors de la WWDC 2023, Apple n'a pas présenté de nouveaux ordinateurs portables. Les personnes bien informées ne s'attendent d'ailleurs pas à d'autres annonces pour cette année. Le journaliste de Bloomberg Mark Gurman évoque quant à lui l'arrivée de quatre modèles supplémentaires en 2024, introduisant au passage les puces M3.

Place aux MacBook sous puce M3 en 2024

Dans sa newsletter Power On, Mark Gurman évoque les projets d'Apple. Outre des informations sur la période de lancement des prochains iPad, le journaliste mentionne la nouvelle génération



Pour les MacBook Air 13 pouces et 15 pouces avec une puce M3, Apple en serait aux tests de validation technique (EVT) – soit la phase de production antérieure à celle des futurs MacBook Pro. Ainsi, le journaliste estime que l'officialisation des nouveaux MacBook Air attendrait le printemps, voire l'été 2024. Un lancement lors de la prochaine WWDC est ainsi envisageable.

de MacBook.

On apprend tout d'abord que les MacBook Pro 14 et 16 pouces viennent de passer le stade des tests de validation conceptuelle (DVT). Cette étape de développement est tout simplement le signe que la production de masse de ces ordinateurs portables haut de gamme devrait débuter prochainement. Mark Gurman évoque un lancement entre le début de l'année 2024 et le printemps. Le seul changement se situerait au niveau de la puissance, avec l'introduction des puces M3 Pro et M3 Max en lieu et place des M2 Pro et M2 Max actuelles.

Pour vos

Publicités

Annonces !

Vendre, louer, acheter
un appartement, un
local,
Vous avez un bien à
proposer ?
Un emploi à offrir ?...

... **Les Enjeux Eco**, votre
quotidien spécialisé en
économie, vous propose ses
espaces publicitaires, au meilleur
prix, les meilleurs délais et une
mise en valeur de vos
annonces !

Contactez-nous :

Téléphone : 0698 165 554

E-Mail : lesenjeuxeco@gmail.com

Ou bien rapprochez-vous de
nos services à :
3, rue Ali Boumendjel, Square
Port Said - Alger

**Le meilleur accueil
vous sera réservé**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE KHENCHELA
DAIRA BOUHMAMAM
COMMUNE YABOUS

Numéro d'identification fiscal : 0.984.4019.50945.09

Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° :04/2023

Le président de l'Assemblée populaire Communale de la Commune de Yabous , lance un avis d'Appel

d'Offres avec exigence de capacités minimales aux fin de :

* Approvisionnement des Cantines Scolaires Pour L'année 2024

LOT 01 : Alimentation générales, légumes et fruit

- LOT 02 : Viande blanche et rouge et œufs

- LOT 03: Pain

Tous les fournisseurs (selon spécialité de registre de commerce) intéressés par le présent avis d'appel. D'offres avec exigence de capacités minimales sont invités à retirer le cahier de charges auprès de bureau du secritair apc contre paiement montant 5000 dinars pour chaque operation .

Les offres doivent contenir les documents en vigeurs suivants:

DOSSIER DE CANDIDATURE

- Déclaration de candidature remplie, signée paraphée et datée par le soumissionnaire.

- Déclaration d'intégrité remplie, signée, paraphée et datée par le soumissionnaire.

- Une copie du registre du commerce électronique (commerce de gros , commerce de détail)

- La loi fondamentale de l'institution

- Liste des équipements et moyen matériels:les carte grises sont accompagnées d'attestation d'assurance en cours de validité au nom de client contractant ou mises a sa disposition en vertu d'un contrat notarié et d'un procès-verbal de l'affaire signé par un Huissier .

- Les moyens humains sont joints aux justificatifs et la déclaration à la Caisse de Sécurité Sociale CNAS au CASNOS.

- Références professionnelles (fournir des attestations pour des opérations similaires).

OFFRE TECHNIQUE

- La Déclaration de souscription remplie, signée, paraphée et datée par le soumissionnaire.

- Une note technique justifiée, remplie, signée et paraphée.

- Le cahier des charges contient en fin de page la mention lu et accepté écrite à la main

OFFRE FINANCIERE

- Une lettre de d'engagement complétée, signée , parape et datée.

- Bordereau des prix rempli, signé , paraphée et Datée

- Devis quantitatif et estimatif signés, paraphé et datés par le soumissionnaire.

Les établissements intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès de la commune de yabous - de bureau du secritair apc.

La durée de préparation des offres est fixée pur (10 jours) dix jours à partir de la première parution de la présente annonce dans les quotidiens nationaux et (BOMOP).

Le dépôt des offres correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres avant 14:00 H. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres sera prolongée au jour ouvrable suivant; et tous les soumissionnaire ont invités pour présence de session du l'ouverture des enveloppes.

- Les offres sont déposées le dernier jour afin de préparer les offres avant 14h :00 H.Si un jour férié ou de repos, le délai de préparation des offres s'étend jusqu'au jour ouvrable suivant. Les enveloppes*candidature,technique et financière*
Sont ouvertes le même jour et à la même heure.

- Cette annonce est une invitation à tous les exposants à assister à la séance d'ouverture des plis.

Les délais de préparation des offres peuvent être prolongés par le pouvoir adjudicateur si les circonstances l'exigent en publiant le rectificatif, et les droits et devoirs du pouvoir adjudicateur et des soumissionnaire sont établis en fonction du nouveau délai de préparation des offres.

Observations :

- Si le dernier jour arrive un jour férié, prolonger le délai pour le lendemain, à 14h00

Conformément - Tous les soumissionnaires sont invités pour présence de session du l'ouverture des enveloppes

a l'article 70 du décret présidentiel N° : 15-247 du 16 septembre 2015 portant le réglementation des marchés

publics et des délégations de service public et Loi n° 23-12 du 18 Moharram 1445 correspondant au 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics

Toute offres qui contient des ratures ou remboursement dans un article ou plusieurs dans le devis quantitatif et estimatif ou dans le -- bordereau des prix unitaires, sera rejeté est considérée comme non avenu.

- Les soumissionnaires resteront engager par leurs offres pendant une durée de 03 mois augmentée du délai de préparation des offres, compter de la date de remise des offres

*les soumissionnaires doivent préparer et remplir le cahier des charges original paraphé auprès de service contractant et remplir tout les renseignements concernant (La déclaration de candidature ; La déclaration de probité ; La déclaration à souscrire ; la déclaration de sous-traitant , La lettre de soumission) en écriture lisible et le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté », aussi s'abstenir à changer le contenu des cahiers des charges en question et les pièces annexées doivent être valables et claires.

Les Enjeux Eco: 19/10/2023

ANEP 2325006757



Mots fléchés

Bouleversement	↓	Se pose sur le bateau	↓	Rappel	Se rendre	↓	Inspecteur d'académie	Couleur de robe	↓	Vin des Charentes	↓	Annonce la matière	↓
Ajout de sucre au vin	→	Instrument	↓		Modification	↓		Rayure	↓	Frère à papa	↓		
	→		↓			↓			↓				
Dénomination	→											Rapt	Mesures de bois
Irritable	→												
	→						Appât		À recenser	→		↓	↓
							↓		Peuple d'Afrique	↓			
Proclamation	→			Fatigant	→								
Disparaître	→												
	→					Capuche	→						
Brame	→			Danseur britannique	→						Erbium en court	→	
Contrat	→			Élève							Répétitif		
	→		Agent de liaison	↓		Un allemand	→			Bugle	→	↓	
			Fils d'Abraham							Nouvelles normes			
Philtre magique	→		↓				Consacrées	→					
Arme automatique	→						Sou danois						
	→					Anonyme	→		Pâté impérial	→			Singes gracieux
		Travail forcé	→			Le paradis	↓		Rester				↓
Alliage		Diriger	→					Gros poisson de mer	↓	Roue à gorge	→		
	→	Pièces d'or								Saint normand			
	→	↓			Après shampoing	→				↓			
					Ville rose	↓							
Trois dizaines	→						Émietté	→					
							Maniaque	↓					
Véhicule à chevaux	1ère dame de France	→								Jour chômé		Tas de lustres	
	Ria											↓	
	↓		Gouverneur du Canada	Nettoyé		Aspiration	→			↓		↓	
Belmondo	→		↓	↓		Certaine	→				Bouts de rubans	→	
											Également		
Organisé	→							Grand lac	→		↓		Héros de Virginie
Avare	→							Avec les autres	↓				↓
	→					Tuyau	→					Pli sûr	
												↓	
Métal jaune	Petites pièces de monnaie	→				Devant l'année	→		Dieu des vents	→			
	→												
		Cheville	→			Levant	→			Aurochs	→		

Plusieurs incendies de forêt ces dernières 24 heures

Plusieurs incendies de forêt ont été enregistrés ces dernières 24 heures dans la wilayas de Béjaia dont la plupart ont été circonscrits, sans faire de victimes ou de dégâts, a-t-on appris jeudi auprès de la direction de la Protection civile. Ces incendies, 35 au total, ont été, notamment, signalés à Tizi-n-Berber, Darguina, Souk-El-Ténine, Mélbou, Aokas et Tichy, selon la même source qui signale néanmoins que parmi ces feux 24 sont éteints grâce à l'intervention des éléments de la Protection civile. Des moyens humains et matériels importants sont mobilisés afin de circonscire les incendies encore en ignition, notamment ceux de Tichy et Amizour, au Sud-est de la wilaya.



LE MINISTRE DE LA
COMMUNICATION L'A ASSURÉ :

«L'Etat algérien n'a
jamais abandonné
le peuple
palestinien»

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Laagab, a appelé mercredi à Alger, les médias arabes à ne plus offrir de tribunes aux sionistes pour justifier leurs massacres contre le peuple palestinien.

Dans une déclaration à la presse, en marge d'une séance plénière au Conseil de la nation consacrée au débat de la Déclaration de politique générale du gouvernement, M. Laagab a réaffirmé la position de l'Algérie en faveur du peuple palestinien, assurant que l'Etat algérien "n'a jamais abandonné le peuple palestinien, que ce soit financièrement, politiquement, médiatiquement ou diplomatiquement".

Les marches en soutien à la cause palestinienne visent à "dénoncer la brutalité et la barbarie sans précédent auxquelles se livre l'entité sioniste", a-t-il dit. A cette occasion, le ministre a appelé les médias arabes à "ne plus donner la parole aux responsables sionistes criminels pour justifier leurs massacres". Il les a également appelés à "ne pas reprendre les concepts occidentaux et à utiliser les bons concepts en appelant les choses par leurs noms", mettant en garde contre "les velléités de destruction de la civilisation orientale par l'entité sioniste". "L'entité sioniste est un poste-avancé de la barbarie occidentale pour anéantir la civilisation orientale", a-t-il lancé.

A noter qu'une minute de silence a été observée au Conseil de la nation à la mémoire des martyrs palestiniens, brutalement assassinés par l'entité sioniste.

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a dénoncé les massacres commis contre le peuple palestinien ces dernières 24 heures, soulignant que "l'agression sioniste contre les Palestiniens a franchi toutes les lignes rouges, en violation flagrante des droits de l'Homme".

MDN

Saisie de plus de 19 qx de kif
traité en une semaine

Des tentatives d'introduction de plus de 19 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec dans des opérations menées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période du 11 au 17 octobre, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 11 au 17 octobre 2023, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, "des détachements de l'ANP ont procédé à l'arrestation de 11 éléments de soutien aux groupes terroristes, lors de différentes opérations menées à travers le territoire national, tandis que 4 roquettes de 122 mm ont été découvertes et détruites lors d'une opération de recherche et de fouille à Bordj Badji Mokhtar".

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays,



des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 76 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 19 quintaux et 20 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 1329597 comprimés psychotropes ont été saisis", ajoute le communiqué.

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah et Djanet, des détachements de l'ANP "ont arrêté 243 individus et saisi 27 véhicules, 161 groupes électrogènes, 86 marteaux-piqueurs, 4 détecteurs de métaux, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite", relève la même

source, ajoutant que "34 autres individus ont été interceptés et 4 pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, 17 fusils de chasse, 8 pistolets automatiques, 52185 litres de carburant, 35 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation et 4189 unités de diverses boissons ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national".

Par ailleurs, les Garde-côtes "ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 731 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 407 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le communiqué.

Chronique Eco

d'Anouar
El Andaloussi

Face aux crises : dé-mondialisation
et souverainisme !!!!

La reprise économique attendue pour 2023 tarde à venir alors qu'on vient d'achever le troisième trimestre. Les institutions internationales corrigent à la baisse les prévisions de croissance de nombreux pays et régions.

L'Asie s'essouffle alors que l'Europe patine avec la crise ukrainienne. Seules les Etats Unis tirent leur épingle du jeu en jouant au chaud et au froid sur le prix du pétrole et du gaz. Le pétrole et le gaz de schiste des USA deviennent le régulateur du marché des hydrocarbures. L'exploitation des gisements de schiste n'est rentable qu'à des prix de vente très élevés que certains experts estiment à 40 \$ le baril de pétrole. Cette situation de pénurie relative de l'énergie profite d'abord aux américains et en second lieu aux pays autres pays exportateurs ; mais en contrepartie l'inflation induite par le coût de l'énergie obère significativement les efforts de modernisation économique de ces pays. Les matières premières agricoles connaissent un peu le même effet, suite à la crise d'Ukraine et des sécheresses dans plusieurs régions du monde. La crise de Gaza va encore impacter les marchés de l'énergie, lorsque l'on sait que près de 40% de l'énergie dans le monde vient de la région du Moyen Orient.

Toutes ces situations de crises, soit de guerre ou liés à la nature, créent des pénuries qui vont au-delà des produits naturels (énergie et agricoles) et touchent certains composants électroniques pour l'industrie automobile principalement. Aujourd'hui les délais de livraison des véhicules en Europe atteignent 6 mois en moyenne.

Une économie de pénurie rappelle les économies soviétiques et est-européennes de la période socialiste. Cette économie ne peut être compétitive en raison des coûts logistiques qui deviennent très lourds (coût de détention de stocks quand c'est possible et coûts de rupture de stocks).

La tendance à stocker des produits agricoles au-delà des seuils habituels accentue la demande et enflamme les prix de certains produits. La confiance sur l'avenir est très faible, les investisseurs anticipent peu sur les marchés émergents alors que la précaution est de mise sur l'ensemble des secteurs. La pénurie est partout. La mondialisation commence à s'essouffler alors que le repli économique, patriotique et même souverainiste, connaît déjà ses limites. Le souverainisme économique est antinomique de la mondialisation.

La « dé mondialisation » prendra beaucoup de temps et aura un coût énorme. Le repli sur soi n'a jamais été

un facteur de croissance même pour les économies ayant des marchés de grandes tailles. Les guerres, ici et là, sont aussi de nature à aggraver le climat de méfiance et les risques sur les marchés. Jamais, dans l'histoire économique contemporaine, la confiance n'a été aussi faible entre pays ; la règle de précaution est de mise à tous les niveaux. Cette méfiance à l'intérieur du pays comme à l'extérieur annihile les paris sur l'avenir, le vrai moteur de la croissance, et fait augmenter considérablement les coûts de transaction.

La dé-mondialisation ne signifie pas la suppression des échanges entre pays. On revient aux règles nationales de protection, de sauvegarde, de régulation du commerce extérieur. Chaque Etat aura la liberté de fixer ses règles sur son commerce extérieur, négocier ses approvisionnements avec d'autres pays souverainement.

Au final, cette question de souveraineté, particulièrement dans les domaines alimentaire et énergétique, peut être porteuse de prospérité pour les pays affectés par les marchés mondiaux totalement dominés par des positions oligopolistiques, si elle est imaginée, organisée et mise en œuvre dans un cadre régional ou sous-régional. Le cas de l'Afrique pourrait être un modèle à construire dans cette perspective.